

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 AVRIL 1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1920 ⁽¹⁾

Tableau IX. — Industrie, Travail et Ravitaillement.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. BOLOGNE.

MESSIEURS,

Dans le rapport que nous avons l'honneur de vous présenter, nous jetons un regard assez rapide sur le chapitre du Ravitaillement.

Une discussion récente de la Chambre des Représentants a éclairé cette assemblée sur cet important problème.

Nous examinerons en détail l'activité intéressante du Département de l'Industrie et du Travail.

RAVITAILLEMENT

1. — Dans la notice qui suit, nous signalons quelques éléments extraits du discours prononcé par le Ministre du Ravitaillement dans la séance du 12 mars 1920 et qui aideront à mettre en lumière les conceptions et

(1) Budget, n° 56.

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHelynck, BERTRAND et TIBBAUT, *vice présidents*; BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

réalisations apportées par le Gouvernement en ce domaine si hérissé de difficultés :

a) Il y est d'abord démontré que pas plus en Belgique qu'ailleurs il n'est possible actuellement de rétablir la complète liberté en matière de commerce, sinon la spéculation et l'accaparement feraient fureur, accentuant davantage encore la misère.

b) Dans la question du pain, le Gouvernement consent à faire des sacrifices plus grands que ceux que s'imposent la plupart des gouvernements étrangers. Cet aliment de première nécessité est fourni à un prix tel qu'il en est résulté pour les finances publiques une perte de 13 à 14 millions par mois d'abord qui actuellement dépasse 16 millions.

Les intérêts du producteur agricole, celui-ci ayant d'ailleurs été à ce sujet préalablement consulté, ont été largement sauvegardés. On lui a assuré, comme à tous les autres producteurs, la juste rémunération du fruit de son travail, il en sera de même pour la récolte prochaine, pour les froments.

c) Pour ce qui concerne le sucre, la récolte de l'année dernière ainsi que celle de cette année ont été insuffisantes. Pour 1919, on a cité comme rendement probable 130,000 tonnes, alors qu'en réalité il n'atteint que 113,000. Si le prix des betteraves n'avait pas été réglementé, une somme de 300 millions de francs serait entrée dans la poche des industriels, au détriment des consommateurs, car les fabricants belges, disposant librement de leur sucre sur le marché international, vendraient à fr. 4.20 le kilogramme et plus un produit qui ne leur aurait coûté que fr. 1.50. On espère que, dans l'avenir, la récolte de sucre sera suffisante pour les besoins du pays et, vu l'augmentation des emblavements pour 1920, qu'on pourra arriver à une surproduction, permettant une exportation à la faveur de laquelle les prix intérieurs resteront très en dessous des prix du marché libre.

d) La quantité totale de pommes de terre sorties du pays en 1919 s'élève à plus de 100,000 tonnes, c'est-à-dire à peu près au chiffre qui représente le solde de nos importations et de nos exportations d'avant-guerre. Consommateurs et producteurs, quant à cet objet, ont eu également leurs intérêts protégés. Des fraudes ont été commises, tant pour les pommes de terre que pour le sucre, mais relativement peu importantes; le Gouvernement constamment fut soucieux de les réprimer et attentif à prendre des mesures en vue de les prévenir.

e) Dans le début, on débitait péniblement 24 tonnes de viande congelée par semaine; actuellement, on atteint 500 tonnes et il y a 1,400 bouchers qui effectuent cette vente. La viande frigorifiée a toutes les faveurs du public, qui en réclame maintenant partout.

f) Sans doute, il est exact que certaines denrées ont pourri à Anvers et à Vilvorde.

Au lendemain de l'armistice, M. Hoover nous envoya toutes espèces de

choses pour lesquelles il n'y avait pas de locaux d'emmagasinement, tous les bâtiments disponibles étant pleins de la cave jusqu'au toit. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, la critique a été jusqu'à l'exagération la plus folle.

g) Les services gouvernementaux ont repris, depuis, les marchandises que possédait encore le Comité National et le travail s'est effectué avec soin et méthode. Toutes les denrées de la base américaine, à Anvers, ont été également rachetées; il y en avait pour 13 millions de dollars.

h) Dès le début de l'année 1919, le Département a reconnu l'absolue nécessité d'importer du bétail exotique d'engraissement et de boucherie. Il avait été constaté, en effet, que le cheptel bovin laissé dans le pays après le départ de l'occupant, et surtout après les abatages inconsidérés de fin 1918 et commencement de 1919, avaient diminué très considérablement la population bovine de certaines régions du pays. Les premières opérations faites par le Département portèrent sur du bétail d'engraissement; l'importation en fut réalisée par l'exécution d'un contrat passé avec la maison Burns et C^{ie} de Calgary (Canada) pour la livraison de 5,000 bovidés dits « stockers » destinés, en principe, à peupler les pâtures de Belgique. Par suite de difficultés d'exécution, résultant du manque de fret, les premiers arrivages ne débarquèrent à Anvers qu'assez tardivement et le placement des animaux débarqués présenta certaines difficultés. Le Département de l'Agriculture s'occupa de la vente d'un certain nombre de ces animaux d'engraissement dans les régions dévastées des Flandres; une autre partie fut vendue directement par le Département du Ravitaillement à des fermiers éleveurs des provinces d'Anvers, de Brabant, de Liège et de Namur. Le total des animaux destinés à l'engraissement en pâture débarqués à Anvers fut de 2,500 environ. Le contrat qui visait ces fournitures fut transformé en août 1919 en une convention portant fourniture de bovidés de boucherie. Un second contrat du même genre fut signé en juillet 1919 pour une livraison totale de 15,000 têtes de bétail destiné à l'abatage. Ces importations avaient pour but d'alimenter les divers marchés aux bestiaux de Belgique pour faire face à la demande et ainsi de régulariser et de limiter le cours du bétail vivant. Il est à remarquer que le bétail indigène se vendit pendant tout l'été et l'automne 1919 à un prix sensiblement inférieur au taux maximum de 4 francs établi pour la vente du bétail sur pied sur les marchés publics.

Par suite de l'augmentation du prix des aliments destinés au bétail, par suite aussi de l'augmentation de la main-d'œuvre et des frais généraux de l'exploitation des fermes, le prix du bétail vivant, malgré les importations, a subi une hausse sensible vers la fin de l'année 1919. En vue de continuer à modérer cette hausse, le Département a contracté à nouveau avec un fournisseur canadien pour une livraison de 20,000 têtes de bétail gras destiné à être mis en vente sur les marchés belges jusqu'au 30 juin 1920. Néanmoins, il fut reconnu nécessaire pour faciliter le commerce du bétail vivant, et surtout pour permettre l'engraissement complet des animaux destinés à l'abatage, de supprimer la tarification officielle du bétail vivant.

Cette décision fut prise et appliquée le 16 février dernier. La hausse qui avait été constatée dans les transactions faites en dehors des marchés publics se manifesta immédiatement sur ceux-ci et le prix maximum de vente de la viande de boucherie fut établi en tenant compte de la moyenne réalisée sur les marchés publics pour la vente du bétail vivant.

La suppression du prix maximum de vente du bétail de boucherie ne peut évidemment pas dispenser le Gouvernement belge d'importer du bétail de boucherie, étant donnée la pénurie réelle de ces animaux qui est constatée chaque semaine sur la plupart des marchés belges. Les achats de bétail d'engraissement et de boucherie faits par le Département sont donc les suivants :

AU CANADA :

Premier contrat : 2,500 bovidés d'engraissement et 2,700 bêtes de boucherie (totalement exécuté).

Deuxième contrat : 15,000 bovidés de boucherie (en voie d'achèvement).

Troisième contrat : 20,000 têtes de boucherie (en cours d'exécution).

RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

Premier contrat : 4,200 moutons;
3,200 bœufs gras (totalement exécuté).

Deuxième contrat : 5,000 bœufs gras (en cours d'exécution).

Les prix d'achat sont les suivants :

Pour le bétail canadien : 15 cents, 16 cents et 21 cents la lb. canadienne sur vapeur, port d'embarquement, respectivement pour les premier, deuxième et troisième contrats.

Pour le bétail argentin : fr. 3.85 et 4 francs le kilogramme vif mis sur wagon Anvers, sur la base du cours de la livre sterling, 32 francs.

Il résulte de ce chiffre, que le bétail importé est, depuis le début de cette année, à cause du change, d'un prix de revient sensiblement supérieur au prix de vente sur les marchés belges. La moyenne réalisée à ce jour de ce chef est de fr. 5.10 environ. La continuation de l'importation de bétail d'engraissement et de boucherie n'a nullement pour but d'empêcher les éleveurs et engraisseurs belges de vendre leur bétail à un prix rémunérateur; elle permet, au contraire, aux éleveurs de pousser l'engraissement des bovidés jusqu'à son achèvement normal, de façon à mettre sur les marchés des bêtes d'un embonpoint et d'un poids suffisants et convenant réellement à la boucherie. Elle permettra aussi aux cultivateurs d'éviter de mettre sur le marché du bétail maigre, alors que celui-ci doit normalement peupler nos pâtures pendant le printemps et l'année 1920.

i) Il est vrai que du beurre d'Amérique nous est arrivé complètement gâté; ce fait est dû aux grèves de New-York, le commissaire belge ayant cependant eu recours à l'impossible pour protéger, malgré les dangers, malgré les menaces des grévistes, le beurre qui, hélas! devait arriver à Anvers dans de mauvaises conditions. Cette marchandise est actuellement vendue pour la fabrication des savons ou pour d'autres industries employant des graisses.

j) Le Département du Ravitaillement, à l'heure présente, vend des denrées à 150 grossistes, à 320 sociétés coopératives de consommation. Le Gouvernement a invité les délégués de ces sociétés (les forçant à fraterniser) à se réunir à Anvers dans les hangars de la base américaine. Le Département est en relation d'affaires avec 102 communes, 4,800 détaillants, 2,000 marchands de beurre; reçoit 450 commandes par jour et vend pour 9 millions par semaine. Cette action, bien entendu, est réservée pour des produits importants, dont l'abandon au commerce privé pourrait faire l'objet d'un monopole et donner lieu à des bénéfices exagérés.

k) Il est à signaler que l'été dernier le Ministre du Ravitaillement suggéra à la Commission d'achat des blés d'acheter du seigle et que cette opération, examinée d'après le cours du jour, donne un profit de plus de 1 million de dollars et que, grâce à l'activité de M. Gray, sur tous nos achats aux États-Unis, en comparant nos prix à ceux du marché libre, nous avons la preuve qu'un bénéfice total a été réalisé de plus de 3 1/2 millions de dollars.

Pour nous résumer, disons que l'effort ministériel créant de toutes pièces une nouvelle administration destinée à remplacer le Comité National, fut immense et que les résultats sont en tous points satisfaisants.

2. — Temporairement, le personnel en fonctions à l'Administration du Ravitaillement, en date du 18 mars 1920, se chiffre comme suit :

a) Pour le Cabinet du Ministre et l'Office central du ravitaillement, 16 membres;

b) Pour les services commerciaux : 118 membres;

c) Pour les services des achats : 18 membres;

d) Pour les services administratifs : 12 membres;

e) Pour les services des licences : 41 membres;

f) Pour les vivres indigènes : 141 membres;

g) Pour les services frigorifiques : 101 membres;

h) Pour le C. B. R. I. en liquidation : 11 membres.

Le personnel définitif du service du ravitaillement figure au Budget de l'Administration centrale; il comprend une dizaine environ de membres.

3. — a) D'après des renseignements fournis par les bureaux ministériels en date du 25 mars 1920, la quantité de céréales nécessaires par mois est approximativement de 100,000 tonnes. On a réalisé ou prévu à ce jour l'achat de 400,000 tonnes environ, ce qui nous conduit à fin juillet et ce qui entraîne, à raison de fr. 107.82 les 100 kilogrammes, une dépense de 431,280,000 francs.

On a à acheter, pour parfaire l'exercice 1920, 500,000 tonnes, ce qui entraînera, au prix moyen de fr. 122.40 les 100 kilogrammes, une dépense de 610,500,000 francs. D'où un total, pour 900,000 tonnes, de 1,041,780,000 francs, soit un prix moyen de fr. 115.75 francs aux 100 kilogrammes. Ce prix de fr. 115.75 est établi dans l'hypothèse où la valeur du dollar serait fixée à 13 francs. Toute différence de change de 1 franc par dollar fait varier le prix de revient des blés de 8 à 9 francs par 100 kilogrammes. Dans ces conditions, il est hasardeux, bien entendu, d'établir des prévisions, d'autant plus que nous ignorons à quel prix nous devons payer, dans les pays d'outre-mer, les céréales de la nouvelle récolte. Pour gouverner, les achats sur le marché libre aux États-Unis y font, en ce moment, hausser sensiblement les prix d'achat.

b) A la date du 19 février 1920, les farines se répartissaient comme suit : 40 %, blutées à 0.75 ; 60 %, à 0.80 et 0 %, brutes. A la date du 17 mars, comme suit : 67.9 %, blutées à 0.75 ; 32 %, à 0.80 et 10 %, brutes. Le pourcentage de farines blutées à 0.75 augmente donc de semaine en semaine.

c) La quantité de pain consommée par mois est de 100,000,000 de kilogrammes environ, correspondant à 75,000 tonnes de farine et à 100,000 tonnes de blé blutées à 0.75 ou à 93.750, blutées à 0.80 ou à 83.330, blutées à 0.90 ou à 77.320, blutées à 0.97 (farines brutes).

L'élévation des taux de blutage est, cela va sans dire, un des moyens de réduire les achats en blé. Ce moyen pourrait être utilisé pour réduire les importations. A considérer toutefois que la suppression du pain blanc aurait des conséquences budgétaires importantes, à raison du prix de vente élevé de la farine servant à fabriquer ce pain, comme on le verra d'après ce qui suit.

Les prix de vente sont :

- A. — a) Des farines blutées à fr. 0.75 : fr. 139.75 les 100 kilogrammes ;
 b) Des farines blutées à fr. 0.80 : fr. 109.00 les 100 kilogrammes ;
 c) Des farines brutes : fr. 99.70 les 100 kilogrammes. } (1)
- B. — a) Du pain fabriqué à fr. 0.75 : fr. 1.25 le kilogramme ;
 b) Du pain fabriqué à fr. 0.80 : fr. 1.00 le kilogramme ;
 c) Du pain fabriqué brut : fr. 0.93 le kilogramme.

(1) Une ristourne de 4 francs est faite sur ces prix aux boulangers qui font la preuve qu'ils ont payé les salaires minima fixés par arrêté royal

Les prix de revient probable du pain seront respectivement, dans les cas :

- a) 1.3527 franc le kilogramme ;
- b) 1.2801 franc le kilogramme ;
- c) 1.1485 franc le kilogramme.

D'où une perte, dans les cas :

- a) De 0.1027 franc au kilogramme ;
- b) De 0.2801 franc au kilogramme ;
- c) De 0.2185 franc au kilogramme.

Conséquemment une perte approximative jusqu'à la fin de l'année, dans l'hypothèse d'une consommation exclusive suivant le mode :

- a) De 92,000,000 de francs ;
- b) De 280,000,000 de francs.

a et b combinés à 50 % de chacune des catégories (x. 0.75 et 0.80) de 186,000,000 de francs.

N. B. — Il est bien entendu qu'en ce qui concerne les prix des céréales, on suppose qu'ils ne varieront pas dans les pays d'exportation et que le cours du dollar a été pris à 13 francs.

*
* *

ANNEXE N° 1.

1° L'achat de la base américaine à Anvers représente, suivant décomposition ci-dessous :

Doll. 11,467,486.46.

Viande congelée	doll.	1,367,344 44
Papiers, articles de bureaux et machines		
à écrire		242,944 44
Poêles et accessoires		30,605 42
Extincteurs d'incendie		4,473 50
Denrées alimentaires		7,958,090 07
Confiseries		318,286 98
Tabacs, cigares, cigarettes		1,545,741 15
TOTAL		doll. 11,467,486 46

Sur cette reprise, il nous est bonifié une réduction de 25 %.

2° Parmi les grandes subdivisions ci-dessus, voici les *stocks les plus importants repris* :

Lard anglais bacon	doll.	952,595	86
Corned Beef		804,461	82
Beef fresh roast		406,466	11
Farine		297,727	20
Biscuits buts (hard bread)		184,437	86
Haricots secs		269,023	80
Pommes de terre séchées.		297,653	18
Tomates		712,927	»
Café moulu		259,839	36
Lait évaporé		274,124	20
Oléomargarine.		293,086	62
Fromage		214,107	84
Jambon entier.		195,450	13
Confitures		582,779	52
Saucisses		299,824	11
Savon		225,873	82

3° Les ventes effectuées jusqu'au 31 janvier dernier
se montent à fr. 13,662,000 »
en y comprenant la vente au service frigorifique, de
la viande congelée représentant une valeur de 6,153,049 98

4° L'achat de la base américaine en France se détermine comme suit :

Chaussettes	doll.	41,240	»
Saumon		400,003	20
Savon.		940,845	60
Allumettes		62,514	»
TOTAL		doll.	1,444,612 80

5° Achats de beurres et de fromages :

a) BEURRES :

a) Américain.	kilogr.	2,166,578
b) Canadien		1,150,000
c) Danois.		603,961
d) Hollandais.		3,786,741

TOTAL. . . kilogr. 7,707,280

Les prix d'achat ont été respectivement d'environ doll. 0.60, fr. 11.07, fr. 13.20 et fr. 12.17 le kilogramme, ce qui donne :
 un *total général d'achats* de fr. 81,953,469 »
 soit une *moyenne d'achat au kilogramme* de 10 63

b) FROMAGES :

a) Cheddar	kilogr.	3,630,157
b) Hollande		288,155

ANNEXE N° 2.

Ventes mensuelles exprimées en milliers de francs.

	1919	Beurre.	Fromage.	Café.	Divers.	Base américaine.	Comité National.
Mai. . . .	3,522	»	»	»	»	»	»
Juin . . .	1,534	»	»	215	»	»	»
Juillet . .	2,429	»	»	430	»	»	»
Août . . .	3,917	»	28	7,291	»	»	»
Septembre	8,534	»	968	1,093	6,167	»	»
Octobre. .	7,187	38	436	1,502	1,055	»	»
Novembre	5,857	58	3,022	716	1,889	64	»
Décembre	5,739	69	2,423	1,197	2,333	2,686	»
1920							
Janvier . .	5,334	2,571	3,120	2,061	2,218	9,297	»
	44,053	2,736	9,997	14,505	13,662	12,047	»

TOTAL : 97 millions de francs.

Vente totale en francs.

1919.	Par mois.	Par semaine.
Mai fr.	3,521,700 »	704,000 »
Juin	1,749,359 15	408,000 »
Juillet . . .	2,858,657 18	667,000 »
Août	11,446,238 37	2,670,000 »
Septembre . .	16,762,017 21	3,911,000 »
Octobre . . .	10,217,110 63	2,384,000 »
Novembre . .	11,605,991 13	2,708,000 »
Décembre . .	14,200,743 22	3,313,000 »
1920.		
Janvier . . .	24,600,138 23	5,740,000 »
TOTAL. . fr.	96,961,955 12	

N. B. — En mai, il a été vendu 120,000 kilogrammes de beurre
 au M. C. O. T. fr. 1,080,000 »
 En août, il a été vendu à l'Allemagne pour . 6,742,302 »
 En septembre, il a été cédé 3,255,582 lbs.
 de viande congelée au service frigorifique. 6,153,049 98

INDUSTRIE ET TRAVAIL

L'Office du Travail.

Jusqu'à fin juin 1919, l'Office du Travail comportait différentes sections, s'occupant respectivement de :

- 1° Statistiques et enquêtes ; se logeait ici la *Revue du Travail* ;
- 2° Législation civile du travail ; Conseil de prud'hommes ; Conseil de l'industrie et du travail ; conciliation et arbitrage ;
- 3° Réglementation du travail ;
- 4° Inspection du travail et inspection médicale.

Les arrêtés royaux du 25 juin 1919 ont apporté les modifications suivantes :

- 1° L'Inspection du travail constitue actuellement un service autonome, à part, toutefois, les relations entre l'Inspection et l'Office du Travail établies par arrêté ministériel ;
- 2° Un Service médical du travail a été créé ;
- 3° Le Service des statistiques ainsi que celui de documentation et la bibliothèque ont été transférés au Secrétariat général ;
- 4° Le Service des unions professionnelles qui ressortissait auparavant à l'Office de l'assurance et de la prévoyance sociales, est, à présent, la première section de l'Office du Travail.

En raison de ces transformations, il est parfois difficile d'établir un parallèle entre l'activité de l'Office du Travail avant la guerre et celle qu'il a manifestée depuis la réorganisation susdite. Cependant, on peut signaler ce qui suit :

1. — *La deuxième section*, c'est-à-dire celle qui a dans ses attributions la législation civile du travail, s'est particulièrement préoccupée :

a) De procéder, aidée des bons offices de Messieurs les Bâtonniers, à des nominations aux conseils de prud'hommes, judicieuses à tous les points de vue, y compris le point de vue juridique, qui jusqu'alors avait été sensiblement négligé ;

b) De l'approbation des budgets et comptes desdits conseils ; de la réorganisation du jury flamand et du service des jugements de principe statistique ; de la préparation des élections pour le renouvellement total en 1921 ; de l'élaboration d'un barème nouveau de traitements pour les greffiers ;

- c) De l'application de la nouvelle loi assurant aux travailleurs mobilisés la conservation de leur emploi;
- d) De la réorganisation du Conseil supérieur du travail ;
- e) Des Conseils de l'industrie et du travail.

Notons que ceux-ci n'ont pu jusqu'à présent manifester leur activité que relativement à deux questions : la nomination des délégués à l'inspection des mines et l'avant-projet d'arrêté royal instituant une tutelle sanitaire des adolescents au travail.

2. — *La troisième section*, c'est-à-dire celle qui a dans ses attributions la réglementation du travail, s'est attachée à ce qui suit :

a) Elle a préparé l'arrêté royal du 28 février 1919, qui coordonne les dispositions de la loi du 26 mai 1914 relative au travail des femmes, des adolescents et des enfants et celles qui restent en vigueur des lois du 13 décembre 1889 et du 10 août 1914 ;

b) Concernant la préparation des travaux de la Conférence internationale du travail ayant siégé à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919, elle a procédé à l'enquête demandée par le Comité organisateur, sur les points dont voici le détail : application du principe de la journée de 8 heures ou de la semaine de 48 heures; travail des femmes avant et après l'accouchement; travail de nuit des femmes; emploi des femmes à des travaux insalubres; âge d'admission des enfants au travail industriel; travail de nuit des enfants; emploi des enfants à des travaux insalubres; extension des conventions adoptées à Berne en 1906, en ce qui concerne l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes.

c) Elle a élaboré un avant-projet de loi sur la journée de 8 heures.

Après la Conférence de Washington, ce travail a été mis en concordance avec les résolutions arrêtées à ces assises en ce qui concerne la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures, l'âge d'admission des enfants au travail, le travail de nuit des enfants et le travail de nuit des femmes. Le projet ainsi parachevé a été présenté aux Chambres législatives.

d) Elle a pris l'initiative de constituer une Commission mixte, dont font partie des représentants de l'Administration de la Marine et du Ministère du Travail, et qui a pour mission de préparer la participation de délégués belges à une Conférence, à Gênes, le 15 juin prochain, où sera étudié le mode d'application à la marine marchande du principe de la journée de 8 heures.

e) Elle a contribué largement à faire triompher un projet de loi déposé par le Gouvernement en 1914 et approuvant la Convention de Berne relative à l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes. La loi du 30 août 1919 a consacré ce projet.

f) Elle s'est fait représenter dans une Commission chargée d'étudier

l'amélioration et la modernisation de l'arrêté royal du 29 janvier 1863, qui s'occupe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

g) Enfin, elle a procédé à une enquête au sujet de l'opportunité de supprimer complètement le travail du dimanche dans les magasins de détail et les salons de coiffure de l'agglomération.

3. — *Le service de la statistique* a, lui aussi, témoigné d'une grande activité.

a) Trois gros volumes du recensement de l'industrie et du commerce, restés en souffrance par suite de la guerre, ont été publiés. Un quatrième est en préparation.

b) Concernant les accidents de travail pour les exercices 1907-1908, la statistique est achevée et imprimée. Celle relative à l'exercice 1909 est actuellement en préparation.

c) C'est le service de la statistique qui dresse l'index des prix de détail que publie chaque mois la *Revue du Travail*. A l'heure présente, cette statistique s'étend à 60 localités belges et porte sur 54 denrées de première nécessité ou de consommation usuelle.

d) Le même service a dressé, sous forme de tableaux, toutes les indications recueillies par le service de la *Revue du Travail* concernant les grèves et les lock-out.

e) Enfin, il a entrepris une vaste enquête sur la situation matérielle et morale des *employés privés*, laquelle s'étendra au moins à 100,000 individus et dont il espère faire paraître les résultats dans un délai rapproché.

On voit d'après ce qui précède que l'Office du Travail ne se préoccupe pas uniquement de la classe ouvrière proprement dite mais également et d'une façon très active des classes moyennes.

Il y a lieu de féliciter les fonctionnaires attachés à l'Office du Travail pour leur esprit d'initiative et leur constant dévouement.

La Revue du Travail.

La *Revue du Travail* a recommencé à paraître le 15 mars 1919, ce qui constitue, depuis cette date, un ensemble d'environ 2,000 pages.

Le service de la publication est fait gratuitement à de nombreux corps constitués; citons: les autorités publiques, les bibliothèques publiques, les œuvres d'enseignement, les syndicats et unions professionnelles concourant à la documentation du Département.

Il fonctionne un service d'échange entre cette revue et de nombreuses institutions étrangères, administratives ou scientifiques.

Enfin, elle est mise à la disposition du public par voie d'abonnement. Au

25 mars 1920, elle comptait 272 abonnés payants : 240 à l'édition française, 32 à l'édition flamande. Le taux de l'abonnement est de 4 francs par an, prix inférieur au prix de revient.

Parmi les matières dont il est traité dans la revue, citons :

1. — Toute la documentation transmise par les divers services du Département :

- a) Statistique mensuelle des industries minières et métallurgiques ;
- b) Statistique mensuelle des bourses du travail et du secours-chômage ;
- c) Liste trimestrielle des unions professionnelles reconnues ;
- d) Relevé mensuel des procès-verbaux dressés par l'Inspection du Travail et de leurs suites judiciaires ;
- e) Bulletin du ravitaillement ;
- f) Statistique mensuelle des prix de vente au détail comparés à ceux de juillet 1914 ;
- g) Documents législatifs, belges et étrangers.

2. — Les renseignements et études que fournit le service dit de la Documentation sociale :

- a) Enquête permanente sur le marché du travail ;
- b) Enquête permanente sur les conflits du travail, grèves et lock-out ; remarquons que si avant la guerre, ce point était très succinctement traité, actuellement chaque conflit est l'objet d'une notice fouillée et détaillée où tous les incidents notables sont consignés ;
- c) Compte rendu des travaux des treize Commissions nationales mixtes d'industries, instituées par le Ministre ;
- d) Mouvement syndical en Belgique et à l'étranger ; notons que ce point est loin d'être traité avec toute l'ampleur qu'il devrait comporter, le défaut provenant de ce que le personnel du service est très restreint et surchargé par des tâches urgentes qu'occasionnent les postes précédents ;
- e) Notices de jurisprudence s'inspirant de décisions judiciaires récentes relatives à des questions intéressant le monde du travail ; alors que pour l'année 1913 en entier le nombre des conflits déclarés s'élevait à 158 ; du 1^{er} janvier au 20 mars, il atteint déjà 193.

3. — Les modifications, consignées quotidiennement, apportées aux salaires et au nombre d'heures de travail dans nos diverses industries. Avant la guerre, cette enquête ne s'opérait que de loin en loin ; aujourd'hui elle est permanente. Un cadre particulier est réservé aux conventions passées entre collectivités ; malheureusement, comme au n° 2 d, le manque de personnel se fait cruellement sentir.

4. — Un bulletin du ravitaillement, avec une statistique minutieuse des prix, a été ajouté à la *Revue*.

L'inspection du travail.

Dans son rapport sur le Budget du Département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement pour l'exercice 1919, M. Troolet insiste vivement pour que le personnel attaché au Service de l'inspection du travail soit sensiblement renforcé et il voudrait voir adjoindre aux ingénieurs et techniciens, comme du reste on l'a fait pour les mines, des éléments émanant de la classe ouvrière. Satisfaction partielle a été donnée à ce désir. Actuellement, à l'Administration centrale, on compte : 3 ingénieurs, 1 docteur en sciences et 2 inspectrices; et au Service provincial : 22 ingénieurs, 6 inspectrices et 24 contrôleurs.

Suit une notice établissant l'activité de ce Service quant à présent.

1. — En mars 1919, les fonctionnaires de l'inspection du travail ont été appelés à s'occuper des conflits latents ou existants entre le capital et le travail. Dans ce domaine, des résultats appréciables ont été obtenus, soit par voie d'arbitrage, soit par voie de conciliation. Les inspecteurs ont compris qu'ils avaient à exercer une véritable magistrature sociale et ils ont apporté par leur zèle et leur tact dans l'accomplissement de cette mission un précieux appoint à la restauration nationale.

2. — L'inspection du travail a aussi prêté ses bons offices pour le fonctionnement des Commissions paritaires instituées en vue de régler le taux des salaires et les conditions du travail et qui ont trait respectivement aux activités suivantes :

- a) La construction mécanique;
- b) L'industrie textile des deux Flandres;
- c) Le port d'Anvers;
- d) Les usines à gaz et les centrales d'électricité;
- e) L'industrie du bâtiment;
- f) L'industrie du bois et de l'ameublement;
- g) La gobeleterie;
- h) La glacerie;
- i) Les tramways et les vicinaux.

3. — De plus, elle s'efforce, dès à présent, d'obtenir l'adhésion des délégués patronaux à la constitution, dans ces Commissions paritaires, de sections qui auraient à s'occuper des conditions de travail et de paiement des employés ainsi que de créer des Commissions similaires pour les banques, les sociétés d'assurances et les autres exploitations commerciales.

4. — Elle a collaboré très efficacement aux enquêtes faites au sujet de la reprise du travail et aux recherches nécessaires à la documentation pour la conférence de Washington.

5. — A la demande du Ministre des Affaires Économiques, elle a été chargée de participer au fonctionnement des tribunaux de dommages de guerre, tant pour ce qui concerne l'évaluation que les constats des dommages causés aux établissements industriels qu'elle est appelée à inspecter.

REMARQUE. — Ce service, en juillet 1914, comportait 39 fonctionnaires et l'ensemble des traitements se chiffrait à 158,400 francs. En décembre 1919, le service comporte 64 fonctionnaires et l'ensemble des traitements se chiffre à 370,240 francs.

Nul ne se plaindra de l'extension donnée à cet important service.

Service médical du travail.

Le Rapporteur du Budget pour 1919 a exposé, dans ses grandes lignes, ce que devait être, dans la pensée du Gouvernement, le service médical du travail. Il suffira de jeter un coup d'œil sur l'activité naissante de ce nouvel organisme pour en apprécier le rôle futur.

L'activité de ce service peut se résumer comme suit :

1. — Il a élaboré un projet d'arrêté royal organisant la tutelle sanitaire des adolescents au travail et à bref délai le texte légal en sera soumis à la signature du Roi.

2. — Un deuxième projet visant l'organisation des premiers soins médicaux à donner à toutes les victimes des accidents du travail dans toutes les entreprises et qui, dès que seront rentrés les avis des divers collègues consultés à ce sujet, sera promptement transformé en réglementation définitive.

3. — Un troisième, sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, qui sera soumis à l'examen simultané de la Commission légale des accidents du travail et de la Commission médicale temporaire, laquelle est composée de médecins tous spécialisés en la matière.

4. — Un quatrième, destiné à organiser, développer et perfectionner les services médico-pharmaceutiques des sociétés de secours mutuels et qui, ayant déjà reçu la sanction royale, sera publié d'ici peu de jours au *Moniteur*.

REMARQUE. — Ce service, en décembre 1920, comporte 7 inspecteurs, l'ensemble des traitements se chiffrant à 64,560 francs.

Accidents du travail.

1. — La loi du 27 août 1919 a porté le maximum du salaire, servant de base à la réparation, de 2,400 francs à 4,000 francs.

2. — Comme il y a lieu de se préoccuper de la situation extrêmement pénible où se trouvent certaines catégories de victimes d'accidents du travail pour lesquelles la réparation prévue par la loi du 24 décembre 1903 et qui est établie en raison des salaires gagnés avant ou pendant la guerre, ne correspond plus aux nécessités de la période actuelle, le Département propose, en ce qui concerne les accidents survenus avant la mise en vigueur de la loi mentionnée au n° 1, d'accorder aux victimes ou à leurs ayants droit se trouvant dans le besoin, *des allocations supplémentaires équivalentes aux sommes qui leur sont actuellement payées par les établissements de rentes et d'assurances*. Les bénéficiaires de ces allocations seront :

- a) Les veuves et orphelins de victimes d'accidents mortels ;
- b) Les victimes d'accidents ayant entraîné une incapacité de 60 à 100 % ; ces deux catégories étant considérées, en principe, comme se trouvant dans le besoin ;
- c) Les victimes d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente de 30 à 60 % ;
- d) Les ascendants, frères et sœurs de victimes d'accidents mortels ;
- e) Les victimes dont l'incapacité permanente est inférieure à 30 %, mais seulement dans des cas exceptionnels et tout à fait intéressants.

Le service desdites allocations sera confié à la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes d'accidents du travail, instituée par la loi du 21 juillet 1890. Immédiatement après l'approbation des crédits budgétaires, la mesure portera ses fruits. La charge annuelle qui, en résultera pour le Trésor ne dépassera pas 4 millions, alors que, à un moment où l'importance de la majoration des pensions n'était pas encore fixée, on avait inscrit au projet du Budget la somme de 8 millions.

Chômage.

Avant la guerre, l'État allouait :

1. — Aux caisses de chômage affiliées aux Fonds communaux ou intercommunaux de chômage ainsi qu'aux caisses non affiliées à ces Fonds, mais créées au sein d'unions professionnelles légalement reconnues, une majoration calculée sur la base des indemnités payées par ces caisses et qui en 1914 était de fr. 0.10 sur le premier franc d'indemnité.

2. — Aux caisses particulièrement éprouvées, c'est-à-dire à celles qui avaient payé plus de cent journées de chômage pour cent participants, un subside spécial, qui s'élevait à 10 centimes pour chaque pour cent excédent.

3. — Aux Fonds communaux de chômage, un léger subside destiné à couvrir une partie des frais occasionnés par le fonctionnement de ces institutions.

Pendant la guerre, le Comité National a institué le secours-chômage. Celui-ci a été repris par l'État depuis avril 1919. Mais comme il est appelé à disparaître, le Gouvernement se propose d'encourager dans une large mesure l'assurance-chômage qui lui sera substituée.

Pour l'avenir, un projet de loi s'impose, rendant obligatoire l'assurance contre le chômage involontaire et réglant la participation, dans le paiement des primes, de l'intéressé, du patron, de la commune et de l'État.

Mais transitoirement, le régime suivant a été adopté et sera mis en vigueur à partir du 1^{er} juin prochain.

1. — L'État allouera aux caisses de chômage affiliées à un Fonds communal de chômage ou à une Fédération ou Centrale nationale affiliée à un Fonds, une subvention égale aux 50 % des cotisations perçues.

2. — Depuis le 1^{er} juin jusqu'au 31 décembre 1920, les chômeurs faisant partie d'une caisse de chômage affiliée à un Fonds communal, qui n'auraient pas terminé la période de stage prescrite par les Statuts pour toucher les indemnités de la Caisse, recevront de l'État une indemnité de fr. 2.50 par jour pour tout chômage se prolongeant au delà de huit jours et cela pendant la durée maxima prévue par le règlement de la caisse dont ils font partie.

REMARQUES :

1° L'octroi des subventions de l'État est subordonné à l'acceptation par les caisses de chômage de toutes les mesures de contrôle imposées par le Gouvernement ou les Fonds communaux de chômage;

2° Le choix de la caisse de chômage est absolument libre;

3° Pour ceux qui ne désirent pas s'affilier à un syndicat, il sera créé une caisse de chômage officielle par les communes qui posséderont un Fonds de chômage.

Bourses du Travail.

Avant la guerre, l'État accordait aux Offices de placement créés par quelques communes ou par les œuvres philanthropiques ou sociales, une légère subvention calculée sur la base des placements effectués pendant l'année précédente.

Depuis la guerre, des Bourses officielles du Travail ont été créées dans les principaux centres industriels : 2 dans la province d'Anvers; 6 dans la province de Brabant; 5 dans la Flandre occidentale; 6 dans la Flandre orientale; 14 dans la province du Hainaut; 4 dans la province de Liège; 1 dans la province de Limbourg; 2 dans la province de Namur; au total 40.

En attendant que le statut définitif de ces Bourses soit réglé par une loi qui mettra une partie de leurs dépenses à la charge des communes, l'État assume entièrement la charge des frais.

Mutualités d'assurance contre la maladie.

Pendant les années qui ont immédiatement précédé la guerre, la mutualité n'a pas fait grand progrès. Au 31 décembre 1912, plus du tiers des sociétés mutualistes comptaient chacune moins de 50 membres et près des deux tiers n'en atteignaient pas 100. Nombreuses sont les petites mutualités cruellement éprouvées et obligées de procéder à leur dissolution. La nouvelle réglementation relative à l'allocation de subsides de premier établissement et d'indemnités pour travaux d'écriture est très heureuse. Alors qu'avant 1914 ces encouragements étaient accordés sans règle déterminée, désormais un barème fixe équitablement leur répartition.

C'est ainsi que les subsides seront proportionnels à l'importance de la société. Les grandes associations, qui répondent incontestablement mieux à la noble mission que doivent remplir les mutualités, cesseront conséquemment d'être sacrifiées.

Il conviendra de modifier les dispositions de la loi du 23 juin 1894 au sujet des formalités longues et parfois compliquées de la dissolution des mutualités et de la liquidation de leur avoir, c'est-à-dire d'autoriser moyennant certaines garanties, la fusion pure et simple des mutualités.

Il est à signaler que dans le courant de l'année 1919 le nombre des mutualités a considérablement augmenté, par suite du développement des syndicats à bases multiples et des encouragements accordés pour l'organisation du service médical et pharmaceutique.

Pour cet objet, le projet de Budget pour 1920 prévoit un crédit de 16,200,000 francs, c'est-à-dire une somme qui dépasse l'ensemble des dépenses budgétaires pour la mutualité pendant les vingt-cinq dernières années.

La plupart des sociétés mutualistes ont augmenté notablement le taux des cotisations réglementaires, en vue d'allouer désormais à leurs membres le double et même le triple de l'indemnité précédemment accordée.

Mais il importe que de plus en plus ces associations tiennent une comptabilité rationnelle de leurs opérations, car elles sont appelées à remplir un rôle important dans la question des assurances sociales, qui prochainement sera résolue par le Gouvernement.

Pensions de vieillesse.

Le Gouvernement a déposé, à la séance du 26 mars 1920, un projet de loi modifiant la législation relative aux pensions de vieillesse. Dans l'exposé des motifs, il annonce qu'il aurait désiré présenter une solution complète et définitive du problème des assurances sociales ; mais pour cela des études longues et difficiles sont nécessaires, auxquelles, du reste, s'est attachée déjà la Commission instituée par l'arrêté royal du 23 juin 1919 ; il y a manifestement urgence en ce qui concerne l'assurance-vieillesse.

L'économie de ce projet peut se résumer comme suit : une pension annuelle et gratuite est accordée à l'âge de 65 ans à tous les Belges dont les ressources ne dépassent pas la quotité correspondant au taux maximum de la pension fixée à 720, 660, 600 et 540 francs, suivant la catégorie dans laquelle est comprise la commune où la pension sera liquidée, déduction faite de certaines ressources que posséderait l'intéressé.

Le Gouvernement estime que vis à vis de tous ceux, ouvriers, artisans, employés, petits cultivateurs, petits commerçants, etc. qui, toute leur vie, ont travaillé pour le bien-être général, l'octroi d'une pension gratuite à 65 ans est une dette sacrée de l'État, d'autant plus que les fonctionnaires et ouvriers de l'État, les instituteurs, les officiers, les magistrats, les ministres des cultes, bénéficient d'une pension gratuite, tout en jouissant cependant d'une situation qui n'est certes pas inférieure à celle des premiers cités. Il pense également que le principe de la gratuité de la pension ne contrariera point ni l'esprit de travail ni l'esprit de prévoyance, attendu que le projet prévoit de larges immunisations pour les ressources provenant de l'épargne. Certains pays d'Europe, le Danemark et l'Angleterre entre autres, ont déjà fait, dans le sens de la pension nationale, des expériences heureuses, qui les ont poussés à persévérer.

Vraisemblablement, le nombre des bénéficiaires ne dépassera pas 200,000 et la charge totale de l'État, celui-ci intervenant pour la moitié, les provinces un huitième et les communes le reste, s'élèvera environ à 60 millions de francs, chiffre prévu au projet de budget, en augmentation de 30 millions sur la dépense prévue au Budget de 1919.

Se préoccuper de toutes les questions ayant trait à la vie ouvrière sous ses manifestations les plus diverses, législation, assurance, hygiène sociale, etc., constitue pour le Département de l'Intérieur et du Travail une tâche particulièrement lourde et singulièrement difficile au lendemain de la guerre. Il semblerait que ces besognes considérables dussent suffire. Pourtant, le Gouvernement, se rendant compte de l'importance grandissante du problème des logements pour les travailleurs, s'est attaché à essayer de résoudre la question des habitations à bon marché.

Société nationale des habitations et logements à bon marché.

A la séance du vendredi 26 mars 1920, répondant à une interpellation de M. Melckmans au sujet des mesures à prendre pour remédier à la crise des logements, M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement a constaté que la loi de 1889 sur les habitations ouvrières n'a pas produit les résultats qu'on en attendait. Dans les grands centres particulièrement, elle n'a rien donné du tout. Mais aujourd'hui, un organisme national est créé, qui va s'appliquer à résoudre le problème. Le travail à exécuter sera long : il s'agit de construire au moins 300,000 logements à bon marché et il n'est pas probable qu'on puisse en édifier 20,000 par an.

La loi instituant la Société nationale des habitations ouvrières et votée le 14 octobre dernier n'est pas suffisante; cependant elle peut donner des résultats. La loi met, pour commencer, à la disposition de la Société nationale une somme de 100 millions. Cette société aura pour rôle d'agréer des sociétés de construction, régionales ou locales anciennes, de susciter la création d'autres. Les communes pourront apporter les terrains convenables dont elles disposent; il en sera de même des établissements de bienfaisance. La grosse question est de savoir dans quelles conditions l'on va construire; il faut que le loyer soit abordable aux petites bourses. A supposer que l'on cède l'argent du Gouvernement à 2 ou 2.5 %, ce qui ferait pour la charge totale annuelle 4 ou 4,5 %, la somme de 600 francs à payer pour un logement de 15,000 francs serait nécessaire, il semble que ce ne soit pas exagéré à cette heure. Il y aurait lieu d'accorder la préférence aux sociétés qui construiront des habitations par séries.

Les sociétés régionales auront aussi la latitude d'acheter certains immeubles qui seraient aménagés en logements à bon marché et elles seront autorisées à affecter à ce genre d'opérations les fonds qu'elles recevraient de la Société nationale, la loi actuelle, au demeurant, permettant d'agir dans ce sens.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail espère que la Chambre, qui, en 1914, a refusé d'étendre les droits de la Société nationale, changera d'avis et qu'elle autorisera cette dernière d'acquérir, dans de grands centres, de vastes terrains et même d'exproprier, afin de pouvoir créer des cités jardins et des logements multiples. Il estime en outre que la Société nationale doit avoir plus de droits vis-à-vis des communes qui se montrent indolentes ou parcimonieuses; qu'éventuellement elle soit autorisée à les astreindre à souscrire à la formation des sociétés de construction ainsi qu'à fermer, quand elle le juge nécessaire, les logements insalubres. La Société nationale doit pouvoir dire, quand la commune ne fait pas son devoir : « Je supprime et je fais reconstruire! » C'est dans cet esprit que sera conçue la loi que le Département élabore — dans cet important domaine il n'est aucun moyen dont on ne doive se servir — il faut agir.

Enseignement industriel et professionnel.

Comme il est dit dans l'introduction du dernier rapport général sur la situation de l'enseignement technique présenté aux Chambres Législatives par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, 1902-1910; et comme le rappelle M. Troclet dans son rapport ayant trait au Budget général des Recettes et Dépenses pour l'exercice 1919, le Gouvernement ne prend pas l'initiative de créer des écoles industrielles et professionnelles; il laisse aux administrations provinciales et communales ainsi qu'aux collectivités et aux particuliers la latitude et le soin de fonder ces institutions, accordant toutefois aux bonnes volontés, d'où que ces dernières viennent, des secours financiers et de précieux conseils et se préoccupant, bien entendu, de l'usage que l'on fait des subsides qu'il accorde et, par la voie de l'inspection, de la bonne marche des établissements auxquels pécuniairement il s'intéresse.

Depuis la conclusion de l'armistice, certaines modifications ont été apportées au régime des écoles industrielles et professionnelles.

Jadis, la situation était la suivante. Les subsides gouvernementaux s'élevaient aux tiers du montant des dépenses ordinaires annuelles pour les cours exclusivement théoriques, c'est-à-dire pour les écoles et cours industriels, les écoles et cours de dessin industriel et professionnel, les écoles et cours commerciaux; et aux deux cinquièmes du montant des dépenses ordinaires annuelles pour les cours théoriques complétés par des travaux manuels, c'est-à-dire pour les écoles et cours professionnels, les écoles et classes ménagères, les ateliers d'apprentissage. L'État n'intervenait pas dans les frais de construction, de location et d'entretien des locaux, ces frais étant laissés à la charge des organisateurs. Il payait cependant de ses deniers la moitié des frais d'achat du mobilier et de l'outillage.

Nous tenons à signaler qu'à présent :

1. — L'État interviendra pour un tiers dans les frais relatifs à la construction ou à la location des locaux. Les plans, devis et cahiers des charges ayant trait à des constructions éventuelles devront être soumis à l'avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique. Un crédit, à cet effet, est prévu au projet du budget :

1919	fr. 2,616,000 »
1920	5,541,000 »

2. — Il a été fixé un nouveau barème des traitements du personnel enseignant. L'arrêté ministériel du 10 janvier 1920, qui règle ce point, augmente la part d'intervention de l'État dans les traitements : elle est portée aux deux cinquièmes pour le premier type d'écoles et à la moitié pour le second type. Toutefois, en ce qui concerne les professeurs vivant en communauté, il n'y a pas de modification.

3. — Une commission a été nommée en vue d'étudier un projet de création d'une école professionnelle pour la formation du personnel de l'industrie hôtelière, dans l'espoir de remplacer le personnel de nationalité allemande, très nombreux dans notre pays avant la guerre. Elle a comme président, l'inspecteur général de l'enseignement industriel et professionnel et comme membres trois délégués de la fédération nationale des hôteliers, trois délégués de la centrale du personnel de l'industrie hôtelière et un délégué du Touring Club de Belgique. Certains éléments de cette commission viennent de partir pour la Suisse et la France, se proposant comme tâche d'étudier dans ces deux pays l'organisation des écoles y existant et destinées à former le personnel de l'industrie hôtelière.

4. — Une série de questions importantes sont à l'étude du Conseil supérieur de l'enseignement technique. Citons notamment :

- a) Le recrutement et la formation du personnel enseignant ;
- b) Le développement de l'enseignement ménager ;
- c) La création de musées techniques et de musées d'art industriel ;
- d) L'élaboration d'un projet de loi organique de l'enseignement industriel et professionnel ;
- e) L'obligation de l'enseignement professionnel ;
- f) La création d'un bulletin périodique de l'enseignement professionnel.

Nous estimons que jusqu'à ce jour on s'est beaucoup trop peu préoccupé de l'unité de l'enseignement industriel et professionnel, de la coordination des études, de la liaison de celles-ci avec celles de l'enseignement primaire, y compris le quatrième degré et éventuellement avec celles de l'enseignement moyen et même universitaire. Certaines écoles professionnelles, quoiqu'étant extrêmement utiles, et que répondant à un réel besoin, atteignent un tout autre but que celui que s'étaient proposé leurs fondateurs ; nombreuses sont les écoles professionnelles qui devrait former surtout des ouvriers et qui fournissent à l'industrie un fort contingent de chefs-ouvriers et de dessinateurs ; ces deuxièmes et troisièmes, certes, sont nécessaires ; mais il faut aussi des premiers, et en abondance ; il y a donc une lacune à combler et ce problème, selon nous, ne peut se résoudre judicieusement que si l'on fait appel à toutes les compétences, non pas seulement académiques ou politiques, mais également pédagogiques de tout ordre ainsi qu'ouvrières et patronales.

D'autre part, dans le domaine de l'enseignement industriel, beaucoup d'anciens élèves, de bons éléments, qui, quoique n'étant pas diplômés ingénieurs, occupent dans l'industrie des situations de marque, qu'ils se sont faites par leur seul travail, pensent qu'il y aurait lieu de créer des écoles industrielles supérieures, intermédiaires entre les écoles industrielles actuellement existantes et les écoles techniques universitaires. Il conviendrait

encore de voir s'il n'y aurait pas possibilité d'établir une liaison entre les écoles industrielles inférieures que l'on crée actuellement dans toutes les cités voisines des grands-centres et les écoles industrielles moyennes qui, dans ces derniers, existent depuis longtemps déjà et de permettre aux élèves qui ont achevé avec succès leurs études dans les premières de ne pas se voir dans l'obligation de recommencer dans les deuxièmes à l'*a b c*.

Il n'existe pas et ne peut pas exister de programme type pour les écoles industrielles et professionnelles, chaque institution étant organisée suivant les besoins locaux. Il faut donc avoir égard, dans l'élaboration des programmes, à des éléments variables, notamment à la nature des industries établies dans la région et du degré d'instruction de la population appelée à fréquenter les cours. Cependant, nous croyons devoir dire qu'il est de toute nécessité que, dans les écoles professionnelles, soient donnés un cours de français ou de flamand suivant nécessité, où l'on se souciera surtout de la construction de la phrase d'une façon claire, précise et concise; un cours d'hygiène pratique et un cours où l'on enseignerait aux futurs ouvriers leurs devoirs et leurs droits (droit ouvrier).

Les écoles industrielles étant surtout suivies par des jeunes gens ayant passé par les écoles professionnelles et étant déjà occupés dans l'industrie et l'enseignement de ces écoles industrielles s'adressant à une élite intellectuelle destinée à des fonctions de direction bien plus qu'à des travaux manuels, il ne paraît pas utile qu'on adjoigne des ateliers à ces établissements, d'autant plus que les programmes y sont déjà très fortement chargés.

Il ne nous semble pas non plus désirable que l'enseignement professionnel soit rattaché au Ministère des Sciences et des Arts, comme certains membres de la Chambre l'ont proposé en séances des sections. Le domaine de la technique industrielle est tellement différent des sciences et des arts qui préparent à cette technique; la distance est tellement grande entre les activités de pure spéculation ou même de laboratoire et celles des ateliers, que l'on risquerait, en faisant passer dans le Département des Sciences et des Arts l'enseignement professionnel, de distraire de celui-ci les sources où il doit se documenter et qui lui sont, jusqu'à ce jour, déjà restées trop étrangères. Sans vouloir critiquer notre enseignement technique, nous croyons pouvoir nous demander, particulièrement en ce qui concerne l'enseignement universitaire, si, à certains points de vue, il ne se tient pas trop dans les généralités, ou mieux, s'il n'y aurait pas lieu d'envisager la création, d'une part, d'Écoles supérieures, où l'on ferait systématiquement et exclusivement de la science, où l'on formerait des docteurs de tous genres et qui ressortiraient au Ministère des Sciences et des Arts et, d'autre part, d'Écoles d'application, où l'on aurait en vue l'utilisation de la science, où l'on formerait des ingénieurs et qui seraient, ces dernières, sous le contrôle du Ministère de l'Industrie et du Travail. Qu'on veuille bien remarquer que nos ingénieurs et, en général, nos techniciens, qui sont appelés à diriger des ouvriers, doivent non seulement posséder un avoir scientifique, mais aussi une connaissance parfaite de toutes les innovations qui, journallement, se réalisent dans

les usines, même les plus modestes, ainsi qu'une expérience approfondie dans l'art de conduire les hommes, d'entretenir et de développer chez eux l'amour de l'étude, de la réflexion, du travail intelligent, de parler à leur cœur et de les toucher, de faire en sorte, en un mot, que règne l'harmonie entre tous ceux qui travaillent, grands et petits. Il y a là tout un terrain qui échappera de plus en plus à ceux qui ne font que de la science et où des investigations nombreuses et judicieuses ne se peuvent que si l'on y est conduit par les lumières d'une autorité centrale, qui, en l'espèce, sera le Ministère de l'Industrie.

Le Rapporteur,

J. BOLOGNE.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 APRIL 1920.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920 ⁽¹⁾

Tabel IX. — Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **BOLOGNE**.

MIJNE HEEREN,

In het verslag, dat wij de eer hebben u voor te leggen, werpen wij een tamelijk vluchtigen blik op het hoofdstuk der Bevoorrading.

Onlangs werd de Kamer der Volksvertegenwoordigers, naar aanleiding van een debat, over dit belangrijk vraagstuk ingelicht.

Wij zullen de belangwekkende bedrijvigheid van het Departement van Nijverheid en Arbeid omstandig onderzoeken.

BEVOORRADING

1. — In de volgende regelen wijzen wij op enkele gegevens ontleend aan de redevoering, door den Minister van Bevoorrading ter vergadering van 12 Maart 1920 uitgesproken; die gegevens zullen er toe bijdragen, in

(1) Begrooting, n° 56.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren CARTON DE WIART, MECHÉLYNCK, BERTRAND en TIRBAUT, *ondervoorzitters*, BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOETART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM en WAUVERMANS.

het licht te stellen welke de denkbeelden van de Regeering zijn en wat zij tot stand heeft gebracht op dit zoo moeilijk gebied :

a) Daar wordt vooreerst bewezen, dat het in België niet meer dan elders mogelijk is thans de volle vrijheid op handelsgebied weder in te voeren; zooniet zouden speculatie en woeker hoogtij vieren met, als gevolg, toeneming van de ellende.

b) Voor het broodvraagstuk, stemt de Regeering er in toe, zich grootere opofferingen te getroosten dan meest al de buitenlandsche Regeeringen doen. Dit voedingsmiddel van eerste noodzakelijkheid wordt aan zoodanigen prijs geleverd, dat er voor de Staatsfinanciën een maandelijksch verlies van 13 tot 14 millioen uit voortgesproten is, verlies dat thans 16 millioen overschrijdt.

De belangen van den landbouwer — deze werd overigens vooraf over de zaak geraadpleegd — werden in ruime mate gevrijwaard. Evenals aan al de overige voortbrengers werd hem de redematige vergelding van de vrucht van zijnen arbeid verzekerd; hetzelfde zal geschieden voor de tarwesoorten van den eerstkomenden oogst.

c) Wat de suiker betreft, was de oogst van het verlopen jaar evenals die van dit jaar ontoereikend. Voor 1919 had men de vermoedelijke voortbrenging op 130,000 ton geraamd, terwijl zij feitelijk slechts 113,000 ton bereikt. Ware de prijs van den beetwortel niet geregeld geweest, dan zou eene som van 300 millioen frank in den zak der industrieelen zijn gekomen, ten nadeele van de verbruikers; immers, mochten de Belgische fabrikanten vrij over hunne suiker op de wereldmarkt beschikken, dan zouden zij een product, dat hun slechts fr. 1.50 per kilogram had gekost, tegen fr. 4.20 en meer verkoopen. Naar men verhoopt, zal voortaan de suikeroogst toereikend zijn voor de behoeften van het land en, gezien de vermeerdering van de bezaaide velden voor 1920, zal men tot eene overvoortbrenging komen, waardoor de uitvoer zal worden mogelijk gemaakt, hetgeen ten gevolge zal hebben, dat de prijzen in het binnenland ver beneden de prijzen van de vrije markt zullen blijven.

d) De geheele hoeveelheid in 1919 uitgevoerde aardappelen bedraagt meer dan 100,000 ton, hetzij bijna evenveel als het saldo van onzen vóór-oorlogschen in- en uitvoer. De belangen van verbruikers en voortbrengers werden op dat gebied in gelijke mate beschermd. Zoo voor de aardappelen als voor de suiker werd bedrog gepleegd, doch betrekkelijk in geringe mate; bij voortduur was de Regeering erom bekommerd, deze misbruiken te beteugelen en maatregelen te treffen om ze te voorkomen.

e) In den beginne bracht men bezwaarlijk wekelijks 24 ton bevroren vleesch aan den man; thans stijgt die verkoop tot 500 ton, en 1,400 slachters bieden van dat vleesch te koop. Het bevroren vleesch geniet de gunst van het volk, dat thans overal er naar vraagt.

f) Ongetwijfeld is het juist, dat sommige waren te Antwerpen en te Vilvoorde verrot zijn.

Kort na den wapenstilstand stuurde de heer Hoover ons allerlei waren, waarvoor wij geene opslagplaatsen hadden, daar al de beschikbare gebouwen vol staken van onder tot boven. Op dit gebied zooals op mening ander is de beknibbeling tot de meest dwaze overdrijvingen gegaan.

g) De Regeeringsdiensten hebben sedertdien de waren overgenomen, die het Nationaal Comité nog bezat, en deze overneming geschiedde met zorg en nauwkeurigheid. Al de voedingswaren van de Amerikaansche basis te Antwerpen werden eveneens afgekocht; daar waren er voor 13 miljoen dollar.

h) Sedert den aanvang van 1919 erkende het Departement de volstrekte noodzakelijkheid, buitenlandsch mest- en slachtvee in te voeren. Er was inderdaad vastgesteld dat het vee, in het land overgebleven na den aftocht van den bezetter, en vooral na het buitenmatig slachten op einde 1918 en in 't begin van 1919, zeer aanzienlijk verminderd was in sommige gedeelten van het land. De eerste verrichtingen van het Departement golden het mestvee; de invoer geschiedde door de uitvoering van een contract gesloten met de firma Burns en C° van Calgary (Canada) voor de levering van 5,000 stuks vee genaamd « stockers », in beginsel bestemd om de Belgische vetweiden te voorzien. Door de vertraging ten gevolge van allerlei moeilijkheden, voortspruitende uit het gebrek aan schepen, kwamen de eerste zendingen tamelijk laat te Antwerpen aan en het plaatsen van het afgeladen vee leverde eenige moeilijkheid op. Het Departement van Landbouw zorgde voor den verkoop van een zeker getal dezer mestdieren in de verwoeste streken van Vlaanderen; een ander gedeelte werd door het Ministerie van Bevoorrading rechtstreeks verkocht aan de veekweekers der provinciën Antwerpen, Brabant, Luik en Namen. Het getal dieren, in Antwerpen ontscheept en bestemd om gemest te worden op de vetweiden, bedroeg ongeveer 2,500. Het contract voor deze leveringen werd in Augustus 1919 gewijzigd tot eene overeenkomst voor het leveren van slachtvee. Een twee gelijksoortig contract werd ondertekend in Juli 1919 voor eene gezamenlijke levering van 15,000 stuks vee, voor het slachten bestemd. Deze invoer had ten doel, de verscheidene Belgische veemarkten te bevoorraden om te gemoet te komen aan de aanvragen en om op die wijze den marktprijs van het levend vee te regelen en te beperken. Er dient te worden aangemerkt dat het inlandsch vee gedurende den geheelen zomer en den herfst 1919 verkocht werd aan een prijs die merklijk lager was dan de maximumprijs van 4 frank, vastgesteld voor den verkoop van levend vee op de openbare markten.

Door de prijsverhooging van het veevoeder, door de verhooging van het arbeidsloon en van de algemeene onkosten van het landbouwbedrijf, is de prijs van het levend vee, ondanks den invoer, merklijk gestegen omtrent het einde van 1919. Om die stijging verder tegen te houden, heeft het Departement opnieuw contract gesloten met een Canadeeschen leverancier voor de levering van 20,000 stuks vet vee, bestemd om te worden verkocht op de Belgische markten tot op 30 Juni 1920. Het werd echter noodig bevonden, om den handel in levend vee aan te moedigen en vooral om het

geheel vetmesten der slachtdieren mogelijk te maken, de officieele prijzen van het levend vee af te schaffen. Deze beslissing werd genomen en toegepast op 16 Februari l. l. De prijsstijging, die men had vastgesteld in de zaken gedaan buiten de openbare markten, deed zich onmiddellijk op deze voelen en de hoogste verkoopprijs van het slachtvee werd vastgesteld met inachtneming van het gemiddeld cijfer, dat was bereikt op de openbare markten voor den verkoop van levend vee.

Wegens het afschaffen van den hoogsten verkoopprijs van het slachtvee kan de Belgische Regeering natuurlijk niet nalaten slachtvee in te voeren, omdat er op de meeste Belgische markten wordt vastgesteld dat er wekelijks schaarschte is aan zoodanige dieren. De aankopen van slachten mestvee, door de Regeering gedaan, zijn dus de volgende :

- IN CANADA :

Eerste contract : 2,500 stuks mestvee en 2,700 stuks slachtvee
(geheel uitgevoerd).

Tweede contract : 15,000 stuks slachtvee (wordt thans uitgevoerd).

Derde contract : 20,000 stuks slachtvee (wordt thans uitgevoerd).

ARGENTIJSCH REPUBLIEK :

Eerste contract : 1,200 schapen ;
3,200 vette ossen (geheel uitgevoerd).

Tweede contract : 5,000 vette ossen (wordt thans uitgevoerd).

De koopprijzen zijn de volgende :

Voor het vee uit Canada : 15 cent, 16 cent en 21 cent het Cana-
deesche lb. aan boord, in de vertrekhaven, onderscheidenlijk voor het eerste,
het tweede en het derde contract.

Voor het Argentijnsch vee : fr. 3.85 en 4 frank per kgr. levend gewo-
gen, op wagon te Antwerpen, op voet van 32 frank, wisselkoers van het
pond sterling.

Uit dit cijfer blijkt dat de kostende prijs van het ingevoerd vee, sedert den aanvang van dit jaar, ten gevolge van den wissel, merklijk hooger staat dan de verkoopprijs op de Belgische markten. Het gemiddeld bedrag, dat men tot hiertoe uit dien hoofde bereikte, was ongeveer fr. 5.10. Het verder invoeren van mest- en slachtvee heeft volstrekt niet ten doel, de Belgische veekweekers en veemetsers te beletten hun vee aan een loonenden prijs te verkoopen ; het laat integendeel onze kweekers toe, het vetmesten van het vee door te zetten tot zijn normalen graad, zoodat zij beesten op de markt kunnen brengen, die dik en zwaar genoeg en wezenlijk geschikt zijn voor het slachten. Daardoor ook zullen de landbouwers kunnen vermijden mager vee ter markt te brengen, wanneer dit naar onze vetweiden moet gedurende de lente en het jaar 1920.

i) Het is waar dat ons boter uit Amerika is toegekomen, die heelemaal bedorven was; dit is te wijten aan de werkstakingen te New-York, al heeft de Belgische commissaris al gedaan wat mogelijk was om, niettegenstaande de gevaren en de bedreigingen der werkstakers, de boter te beschermen, welke, eilaas! te Antwerpen in bedorven toestand moest aankomen. Deze waar wordt thans verkocht tot het vervaardigen van zeep of voor eene andere nijverheid die vetten gebruikt.

j) Het Departement van Bevoorrading verkoopt thans waren aan 150 groothandelaars, aan 320 verbruikscoöperatieven. De Regeering heeft de afgevaardigden der coöperatieven verzocht — hen aldus tot verbroedering dwingend — te Antwerpen samen te komen in de opslagplaatsen van de Amerikaansche basis. Het Departement staat in betrekking met 102 gemeenten, 4,800 kleinhandelaars, 2,000 boterhandelaars; het ontvangt 450 bestellingen per dag en verkoopt voor 9 miljoen per week. Het is wel verstaan dat dit enkel de belangrijke producten betreft, welke, moest men ze overlaten aan den privaten handel, een monopolie zouden kunnen worden en tot overdreven winsten leiden.

k) Er dient te worden gewezen op het feit, dat verleden zomer de Minister van Bevoorrading aan de Commissie voor aankoop van granen in overweging gaf, koren aan te koopen, dat deze handelsverrichting, gezien den koers van den dag, eene winst oplevert van meer dan 1 miljoen dollar, en dat, dank zij de bedrijvigheid van den heer Gray, wij het bewijs hebben dat op al onze aankopen in de Vereenigde Staten, wanneer wij onze prijzen vergelijken bij die van de vrije markt, eene geheele winst van meer dan 3 1/2 miljoen dollar werd gemaakt.

Laten wij zeggen, om beknopt te zijn, dat de bedrijvigheid van het Ministerie, hetwelk met een slag een nieuw beheer inrichtte ter vervanging van het Nationaal Comité, ontzaglijk groot was en dat de uitkomsten in elk opzicht bevredigend zijn.

2. — Tijdelijk is het personeel van het Beheer der Bevoorrading, op 18 Maart 1920, samengesteld als volgt :

- a) Voor het Cabinet van den Minister en de Hoofddienst der Bevoorrading, 16 bedienden ;
- b) Voor de handelsdiensten : 118 bedienden ;
- c) Voor de aankoopdiensten : 18 bedienden ;
- d) Voor de bestuursdiensten : 12 bedienden ;
- e) Voor de diensten der vergunningen : 41 bedienden ;
- f) Voor de inlandsche levensmiddelen : 141 bedienden ;
- g) Voor de diensten der koelinrichtingen : 101 bedienden ;
- h) Voor het C. B. R. I., in vereffening : 11 bedienden.

Het vast personeel van den Bevoorradingsdienst is in de Begrooting van Hoofdbeheer voorzien; hij telt een tiental bedienden.

3. — a) Volgens de inlichtingen geleverd door de ministerieele bureelen op 25 Maart 1920, bedraagt de per maand noodige hoeveelheid granen nagenoeg 100,000 ton. Op dit oogenblik heeft men ongeveer 400,000 ton aangekocht of voorzien; zóó bereiken wij einde Juli en bedraagt de uitgave, op grond van fr. 107.82 per 100 kilogram, 431,280,000 frank.

Voor het dienstjaar 1920 moet men nog 500,000 ton aankopen, wat eene uitgave vergt, aan den gemiddelden prijs van fr. 122.40 per 100 kilogram, van 610,500,000 frank. Dus een geheel bedrag van 1,041,780,000 frank voor 900,000 ton, hetzij een gemiddelde prijs van fr. 115.75 per 100 kilogram. Deze prijs van fr. 115.75 is vastgesteld in de veronderstelling dat de waarde van den dollar zou bepaald zijn op 13 frank. Ten gevolge van elk wisselverschil van 1 frank per dollar verhoogt de kostende prijs der granen met 8 tot 9 frank de 100 kilogram. Onder die omstandigheden is het begrijpelijkerwijze gewaagd ramingen te doen, te meer daar wij niet weten aan welken prijs wij in de overzeesche landen de granen van den nieuwen oogst zullen moeten betalen. Als aanwijzing, de aankopen op de vrije markt der Vereenigde Staten doen er op dit oogenblik de aankooprijzen merkelijk stijgen.

b) Op 19 Februari 1920 was het meel verdeeld als volgt: 40 t. h., gebuild op 0.75; 60 t. h., op 0.80 en 0 t. h., bruto. Op 17 Maart, als volgt: 67.9 t. h., gebuild op 0.75; 32 t. h., op 0.80 en 10 t. h., bruto. Het percentage meel gebuild op 0.75 vermeerderd dus van week tot week.

c) De hoeveelheid brood, per maand verbruikt, is ongeveer 100,000,000 kilogram, overeenkomende met 75,000 ton meel en met 100,000 ton graan gebuild op 0.75 of op 93.750, gebuild op 0.80 of op 83.330, gebuild op 0.90 of op 77.320, gebuild op 0.97 (bruto meel).

Het verhoogen van het percentage gebuild is, dit spreekt vanzelf, een der middelen om de aankopen van koren te verminderen. Dit middel zou kunnen aangegeven worden om den invoer te verminderen. Men moet nochtans in aanmerking nemen dat het afschaffen van witbrood ernstige gevolgen zou hebben voor de begroting, wegens den hoogen verkoopprijs van het meel dat dient om dit brood te bakken, zooals men ziet in volgende tabel.

De verkoopprijzen zijn :

- | | | |
|---------|---|-------|
| A. — a) | Meel gebuild op 0.75 : fr. 139.75 per 100 kilogram; | } (1) |
| b) | Meel gebuild op 0.80 : fr. 109.00 per 100 kilogram; | |
| c) | Ongebuide meel : fr. 99.70 per 100 kilogram; | |
-
- | | |
|---------|---|
| A. — a) | Brood vervaardigd met 0.75 : fr. 1.25 per kilogram; |
| b) | Brood vervaardigd met 0.80 : fr. 1.00 per kilogram; |
| c) | Brood van ongebuild meel : fr. 0.93 per kilogram. |

(1) Eene terugbetaling van 4 frank wordt gedaan aan de bakkers, die het bewijs leveren dat zij de minimumloonen, bij koninklijk besluit bepaald, hebben betaald.

De vermoedelijke kostende prijzen van het brood zullen onderscheidenlijk zijn :

- a) 1.3527 frank per kilo;
- b) 1.2801 frank per kilo;
- c) 1.1485 frank per kilo.

Waaruit, in de gevallen, een verlies :

- a) Van 0.1027 frank per kilo;
- b) Van 0.2801 frank per kilo;
- c) Van 0.2185 frank per kilo.

Als gevolg daarvan, een bij benadering vastgesteld verlies tot op het einde van het jaar, gesteld dat het verbruik uitsluitend geschiedt volgens de gezegde wijze :

- a) Van 92,000,000 frank;
- b) Van 280,000,000 frank.

a en *b* vereenigd tot 50 t. h. van elke der soorten (0.75 en 0.80), van 186,000,000 frank.

N. B. — Het is wel verstaan dat, wat de prijzen der granen betreft, ondersteld wordt dat deze niet zullen veranderen in de uitvoerende landen en dat de koers van den dollar tegen 13 frank werd genomen.

*
* *

BIJLAGE N° 1.

1° De *aankoop*, bij de *Amerikaansche basis te Antwerpen gedaan*, is aldus samengesteld :

Doll. 11,467,486.46.

Bevroren vleesch	doll.	1,367,344 44
Papier, kantoorbehoefte en schrijfmachines		242,944 44
Kachels en bijhoorigheden		30,605 42
Blusschers		4,473 50
Eetwaren		7,958,090 07
Suikergoed		318,286 98
Tabak, sigaren, sigaretten		1,545,741 15
TOTAAL	doll.	11,467,486 46

Op deze overname werd ons eene vermindering van 25 t. h. toegestaan.

2° Onder bovengemelde overgenomen hoeveelheden komen *de volgende voorraden als de belangrijkste voor* :

Engelsch spek	doll.	952,595	86
Corned Beef		804,461	82
Beef fresh roast		406,466	11
Meel		297,727	20
Harde beschuit		184,437	86
Gedroogde boonen		269,023	80
Gedroogde aardappelen		297,653	18
Tomatten		712,927	»
Gemalen koffie		259,839	36
Gedroogde melk		274,124	20
Margarine		293,086	62
Kaas		214,107	84
Hespen		195,450	13
Vruchtengelei		582,779	52
Worst		299,824	11
Zeep		225,873	82

3° *De verkoop tot 31 januari j. l. bedraagt* . . fr. 13,662,000 »
 met inbegrip van den verkoop van het bevroren vleesch,
 bedragende 6,153,049 98

4° *De aankoop bij de Amerikaansche basis in Frankrijk*
 bestaat uit :

Sokken	doll.	41,240	»
Zalm		400,003	20
Zeep		940,845	60
Lucifers		62,514	»
TOTAAL		doll.	1,444,612 80

5° *Aankoop van boter en kaas* :

a) *BOTER* :

a) Amerikaansche	kilogr.	2,166,578
b) Canadeesche		1,150,000
c) Deensche		603,961
d) Hollandsche		3,786,741

TE SAMEN. . . kilogr. 7,707,280

De aankooprijzen, waren respectievelijk ongeveer doll. 0.60, fr. 11.07, fr. 13.20 en fr. 12.17 per kilo, hetgeen uitmaakt :

een geheel bedrag van aankopen van fr. 81,953,469 »
of een gemiddelden aankooprijz per kilo van 10 63

b) KAAS :

a) Cheddar kilogr. 3,630,157
b) Hollandsche 288,155

BIJLAGE N° 2.

Maandelijkse verkoop uitgedrukt in duizenden franken.

	1919	Boter.	Kaas.	Koffie	Verschillende.	Amerikaansche Basis.	Nationaal Comité.
Mei	3,522	»	»	»	»	»	»
Juni	1,534	»	»	215	»	»	»
Juli	2,429	»	»	430	»	»	»
Augustus . .	3,917	»	28	7,291	»	»	»
September .	8,534	»	968	1,093	6,167	»	»
October . .	7,187	38	436	1,502	1,055	»	»
November .	5,857	58	3,022	716	1,889	64	»
December .	5,739	69	2,423	1,197	2,333	2,686	»
1920							
Januari . .	5,334	2,571	3,120	2,061	2,218	9,297	»
	44,053	2,736	9,997	14,505	13,662	12,047	»

TOTAAL : 97 miljoen frank.

Geheele verkoop in franken uitgedrukt.

1919.	Par maand.	Par week.
Mei fr.	3,521,700 »	704,000 »
Juni	1,749,359 15	408,000 »
Juli	2,858,657 18	667,000 »
Augustus . .	11,446,238 37	2,670,000 »
September . .	16,762,017 21	3,911,000 »
October . . .	10,217,110 63	2,384,000 »
November . .	11,605,991 13	2,708,000 »
December . .	14,200,743 22	3,313,000 »
1920.		
Januari . . .	24,600,138 23	5,740,000 »
TOTAAL . . fr.	96,961,955 12	

N. B. — In Mei werden aan het M. C. O. T. 120,000 kilo boter verkocht voor fr. 1,080,000 »
In Augustus werd aan Duitschland verkocht voor 6,742,302 »
In September werden 3,255,582 doozen bevroren vleesch overgelaten aan den dienst der koelinrichting voor 6,153,049 98

NIJVERHEID EN ARBEID

Dienst voor Arbeidsaangelegenheden.

Tot einde 1919 waren er in den Dienst voor Arbeidsaangelegenheden verschillende afdelingen, die zich onderscheidenlijk bezighielden met de volgende zaken :

- 1^o Statistiek en onderzoekingen; tot die afdeling behoorde het *Arbeidsblad*;
- 2^o Burgerlijke Arbeidswetgeving; Werkrechtersraden; Nijverheids- en Arbeidsraad; verzoening en scheidsgerecht;
- 3^o Arbeidsregeling;
- 4^o Toezicht op den arbeid en geneeskundig toezicht.

Door de koninklijke besluiten van 28 Juni 1919 werden de volgende wijzigingen ingevoerd :

- 1^o Het Toezicht op den arbeid is thans een zelfstaandige dienst, behoudens de betrekkingen tusschen het Arbeidstoezicht en den Dienst voor Arbeidsaangelegenheden overeenkomstig het ministerieel besluit;
- 2^o Een Medische Arbeidsdienst werd opgericht;
- 3^o De Dienst voor statistiek, alsmede de Dienst voor de documentatie en de Bibliotheek werden naar het Algemeen Secretariaat overgebracht;
- 4^o De Dienst voor de Beroepsverenigingen, welke afhing van den Dienst voor sociale verzekering en voorzorg, is thans de eerste afdeling van den Dienst voor Arbeidsaangelegenheden.

Uit hoofde van deze veranderingen is het soms moeilijk, eene vergelijking te maken tusschen de bedrijvigheid van den Dienst voor Arbeidsaangelegenheden en die, waarvan hij blijk gaf sedert gezegde herinrichting. Men kan nochtans wijzen op het volgende :

1. — *De tweede afdeling*, met name die welke zich met de burgerrechtelijke arbeidswetgeving bezighoudt, legde er zich bijzonder op toe :

a) Met de welwillende medewerking van de heeren Stafhouders over te gaan tot benoemingen bij de werkrechtersraden, welke in alle opzichten verstandig waren, ook in rechtsopzicht, iets wat tot dan nog al verwaarloosd werd;

b) De begrootingen en rekeningen van gezegde raden goed te keuren; de Vlaamsche jury en den Dienst voor de statistiek der vonnissen, die over een beginsel uitspraak doen, herin te richten; de verkiezingen voor de volle vernieuwing in 1921 voor te bereiden; *een nieuwen wedderooster voor de griffiers op te maken*;

c) De nieuwe wet, waarbij aan de gemobiliseerde arbeiders het behoud hunner betrekking wordt verzekerd, toe te passen;

d) Den Hoogen Arbeidsraad herin te richten;

e) De Nijverheids- en Arbeidsraden herin te richten.

Laten wij aanmerken dat deze tot nu toe van hunne bedrijvigheid slechts blijk konden geven voor twee zaken : de benoemingen van de afgevaardigden bij het toezicht op de mijnen en het voorontwerp van koninklijk besluit, waarbij een Medische Arbeidsdienst voor de volwassen arbeiders wordt ingesteld.

2. — De derde afdeeling, met name die welke zich met de arbeidsregeling bezighoudt, legde zich toe op de volgende werkzaamheden :

a) Zij heeft het koninklijk besluit van 28 Februari 1919 voorbereid, waarbij zijn samengeordend de bepalingen der wet van 26 Mei 1914 betreffende den arbeid der vrouwen, jeugdige personen en kinderen en de bepalingen der wetten van 13 December 1889 en van 10 Augustus 1911, welke nog van kracht zijn;

b) Betreffende de voorbereiding van de werkzaamheden der Internationale Arbeidsconferentie, die te Washington vergaderde van 29 October tot 29 November 1919, stelde zij het door het Inrichtingscomiteit gevraagd onderzoek in naar de volgende zaken : toepassing van het beginsel van den achturedag of van de acht-en-veertigurenweek; arbeid van de vrouwen vóór en na de bevalling; nachtarbeid der vrouwen; arbeid der vrouwen bij ongezonde werken; leeftijd waarop de kinderen tot den arbeid in de fabrieken worden toegelaten; nachtarbeid der kinderen; arbeid der kinderen bij ongezonde werken; uitbreiding der in 1916 te Bern gesloten overeenkomsten, wat betreft het gebruiken van witten phosphor in de lucifernijverheid;

c) Zij heeft een voorontwerp van wet op den achturedag opgemaakt.

Na de Conferentie van Washington werd dit werk in overeenstemming gebracht met de op die Conferentie aangenomen beslissingen betreffende den achturedag en de acht-en-veertigurenweek, den leeftijd waarop de kinderen tot den arbeid in de fabrieken worden toegelaten, den nachtarbeid der kinderen en den nachtarbeid der vrouwen. En het aldus aangevuld ontwerp werd aan de Wetgevende Kamers voorgelegd;

d) Aan haar initiatief is te danken de instelling van eene gemengde Commissie, waarvan vertegenwoordigers van het Beheer van Zeewezen en

van het Ministerie van Arbeid deel uitmaken en welke in opdracht heeft, de deelneming voor te bereiden van Belgische afgevaardigden aan eene Conferentie te Genua, den 15^e Juni aanstaande, waar men de toepassing van het beginsel van den achturedag op de koopvaardijvloot zal onderzoeken;

e) Zij heeft ruimschoots bijgedragen tot het doordrijven van een wetsontwerp, door de Regeering ingediend in 1914 tot goedkeuring van de Overeenkomst van Bern betreffende het verbod, witten phosphor te gebruiken in de lucifernijverheid. Dit ontwerp werd door de wet van 30 Augustus 1919 bekrachtigd;

f) Zij deed zich vertegenwoordigen in eene Commissie belast met het bestudeeren van de verbetering en moderniseering van het koninklijk besluit van 29 Januari 1863, dat de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen regelt.

g) Eindelijk is zij overgegaan tot een onderzoek naar de gepastheid van de volledige afschaffing van den Zondagsarbeid in de kleinhandelshuizen en bij de kappers der agglomeratie.

3. — De dienst voor de statistiek gaf ook blijk van een groote bedrijvigheid.

a) Drie zware boekdeelen van de nijverheids- en handelsopneming, welke wegens den oorlog niet konden uitgegeven worden, zijn verschenen. Een vierde wordt thans voorbereid.

b) Betreffende de arbeidsongevallen voor de dienstjaren 1907-1908 is de statistiek voltrokken en gedrukt. Die betreffende het dienstjaar 1909 wordt thans voorbereid.

c) Door den dienst voor de statistiek wordt de index van de kleinhandelsprijzen opgemaakt, welke elke maand in het *Arbeidsblad* wordt opgenomen. Thans omvat die statistiek 60 Belgische gemeenten en betreft zij 54 waren, welke onontbeerlijk zijn of gewoonlijk verbruikt worden.

d) Dezelfde dienst heeft in den vorm van tabellen al de inlichtingen vereenigd, welke door den dienst van het *Arbeidsblad* worden ingewonnen betreffende de werkstakingen en de uitsluitingen.

e) Eindelijk heeft hij een uitgebreid onderzoek ingesteld over den stofselijken en moreelen toestand van *de private bedienden*; dit onderzoek zal gelden voor ten minste 100,000 personen en gezegde dienst hoopt de uitkomsten daarvan binnenkort bekend te maken.

Uit het bovenstaande blijkt dat de Dienst voor Arbeidsaangelegenheden zich bezighoudt niet alleen met de eigenlijke arbeidersklasse, doch ook en op zeer bedrijvige wijze met den middenstand.

Aan de ambtenaren van den Dienst voor Arbeidsaangelegenheden dient hulde te worden gebracht voor hun initiatief en hunne aanhoudende toewijding.

Arbeidsblad.

Het *Arbeidsblad* verschijnt opnieuw geregeld sedert 15 Maart 1919, zoodat het thans een boekdeel van nagenoeg 2,000 bladzijden vormt.

Het *Arbeidsblad* wordt kosteloos toegezonden aan talrijke erkende instellingen. Laten wij vermelden de openbare overheden, de openbare bibliotheken, de onderwijsinrichtingen, de syndicaten en beroepsverenigingen die aan de documentatie van het Departement medewerken.

Er bestaat een dienst voor uitwisseling van dit tijdschrift en talrijke bestuurlijke of wetenschappelijke instellingen van het buitenland.

Het blad wordt ook ter beschikking van het publiek gesteld bij wijze van abonnement. Op 25 Maart 1920 waren er 272 betalende abonneuten : 240 op de Fransche uitgave, 32 op de Vlaamsche uitgave. Het abonnement bedraagt 4 frank per jaar; het is dus beneden den kostenden prijs.

Onder de in dit blad behandelde stoffen vermelden wij :

1. — Al de documentatiestukken ingezonden door de verscheidene diensten van het Ministerie :

- a) Maandelijksche statistiek der mijn- en metaalbedrijven;
- b) Maandelijksche statistiek van de arbeidsbeurzen en van den werklozenonderstand;
- c) Driemaandelijksche opgave van de erkende beroepsverenigingen;
- d) Maandelijksche opgave van de processen-verbaal opgemaakt door het Arbeidstoezicht en van de gevolgen, daaraan gegeven door het gerecht;
- e) Mededeelingsblad van de bevoorrading;
- f) Maandelijksche statistiek van de kleinhandelsprijzen vergeleken met die van Juli 1914;
- g) Stukken van de Belgische en buitenlandsche Wetgevende Kamers.

2. — De inlichtingen en studiën ingeleverd door den Dienst voor Sociale Documentatie :

- a) Bestendig onderzoek betreffende de arbeidsmarkt;
- b) Bestendig onderzoek betreffende de arbeidsgeschillen, werkstakingen en uitsluitingen; laten wij aanmerken dat, zóó dit punt zeer beknopt behandeld werd vóór den oorlog, thans elk geschil aanleiding geeft tot eene grondige en omstandige studie, waarin al de voorvallen van belang worden vermeld;
- c) Verslag van de werkzaamheden der dertien nationale gemengde nijverheidscommissiën, door den Minister ingesteld;

d) Vakbeweging in België en in het buitenland; wij voegen er bij, dat aan de behandeling van dit punt hoegenaamd niet de vereischte omvang gegeven wordt, en wel doordien het personeel van den dienst zeer weinig talrijk is en overlast is met spoedeischende werkzaamheden, door de bovengemelde posten opgelegd;

e) Beknopte rechtspraak volgens de jongste beslissingen der rechtbanken, betreffende zaken die den arbeid aanbelangen; voor het geheele jaar waren er 158 aangegeven geschillen, terwijl het getal daarvan, van 1 Januari tot 20 Maart, reeds 193 bereikt.

3. — De elken dag aangeteekende wijzigingen, die voorkomen in het loon en in het getal arbeidsuren in onze verscheidene bedrijven. Vóór den oorlog werd slechts van tijd tot tijd overgegaan tot dit onderzoek; thans is dit onderzoek bestendig. Eene bijzondere plaats is voorbehouden aan de overeenkomsten gesloten tusschen gemeenschappen; het is echter te betreuren, zooals bij n^o 2 d, dat er zoo groot gebrek aan personeel is.

4. — Een mededeelingsblad, met eene nauwkeurige statistiek der prijzen, werd aan het *Arbeidsblad* toegevoegd.

Toezicht op den arbeid.

In zijn verslag over de Begroting van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading voor het diensjaar 1919 dringt de heer Troclet met nadruk aan, opdat het personeel van den Dienst van het Arbeidstoezicht merkkelijk vermeerderd worde; hij drukt den wensch uit, dat men aan de ingenieurs en vakmannen opzieners uit de arbeidersklasse zou toevoegen, zooals dit overigens werd gedaan voor de mijnen. Aan dit verlangen werd voldoening gegeven. Thans zijn er in het Hoofdbeheer 3 ingenieurs, 1 doctor in de wetenschappen en 2 vrouwelijke opzieners; in den provincialen dienst zijn er 22 ingenieurs, 6 vrouwelijke opzieners en 24 controleurs.

Hier volgt eene nota, waaruit blijkt de bedrijvigheid van deze Dienst op dit oogenblik.

1. — In Maart 1919 werden de ambtenaren van het Arbeidstoezicht gelast zich bezig te houden met de dreigende of bestaande geschillen tusschen kapitaal en arbeid. Op dit gebied werden gewichtige uitslagen verkregen hetzij door het scheidsgerecht, hetzij door verzoening. De toezichters hebben begrepen dat zij dienden op te treden als echte sociale rechters en door hun ijver, door de kiesche wijze waarop zij die zending vervullen, droegen zij in groote mate tot 's Lands herstel bij.

2. — Het arbeidstoezicht heeft ook bijgedragen tot de werking van de paritaire commissiën, welke werden ingesteld om het bedrag van het loon

en de arbeidsvoorwaarden te regelen en onderscheidenlijk voor de volgende bedrijven optreden :

- a) Machinebouw ;
- b) Spin- en weefnijverheid in de beide Vlaanderen ;
- c) Haven van Antwerpen ;
- d) Gasfabrieken en electriciteitscentralen ;
- e) Bouwnijverheid ;
- f) Houtbewerking en meubelmakerij ;
- g) Holglaswerkerij ;
- h) Spiegelglasfabrieken ;
- i) Trams en buurtspoorwegen.

3. — Daarenboven tracht het, reeds nu, de toetreding van de afgevaardigden-patrons te bekomen tot het oprichten, in die paritaire commissiën, van afdelingen, welke zich zouden bezighouden met de arbeids- en betalingsvoorwaarden voor de bedienden, alsmede met de oprichting van dergelijke commissiën voor de banken, de verzekeringsmaatschappijen en de andere handelsbedrijven.

4. — Met zeer nuttig gevolg heeft het zijne medewerking verleend aan elk onderzoek, ingesteld betreffende het hernemen van den arbeid, alsmede aan de opsporingen noodig voor de documentatie voor de Conferentie van Washington.

5. — Op verzoek van den Minister van Economische Zaken werd het gelast deel te nemen in de werking der rechtbanken voor oorlogsschade, zoowel wat de schatting als de vaststelling betreft van de schade, veroorzaakt aan de nijverheidsinrichtingen, waarop het toezicht houden moet.

AANMERKING. — Deze dienst bestond, in Juli 1914, uit 39 ambtenaren, wier wedden in het geheel 138,400 frank bedroegen. In December 1919 bestond de dienst uit 64 ambtenaren, wier geheele wedde tot 370,240 frank beliep.

Niemand zal zich over de uitbreiding van dezen belangrijken dienst beklagen.

Medische Arbeidsdienst.

De Verslaggever over de Begroting voor 1919 heeft, in breede trekken, uitgelegd wat, volgens de denkbeelden der Regeering, de medische arbeidsdienst zijn moest. Om de rol van deze nieuwe instelling in de toekomst naar waarde te schatten, zal het volstaan een blik te werpen op hare opkomende bedrijvigheid.

De bedrijvigheid van dezen dienst kan als volgt worden samengevat :

1. — Hij heeft een ontwerp van koninklijk besluit uitgewerkt, waarbij het medisch toezicht op de jongelieden aan den arbeid wordt ingericht; eerlang zal de wettelijke tekst er van aan 's Konings handteekening worden onderworpen.

2. — Een tweede ontwerp tot regeling der eerste medische zorgen, toe te dienen aan al de slachtoffers van de arbeidsongevallen in al de ondernemingen, zal, zoodra het advies van de verscheidene, over de zaak geraadpleegde colleges ingekomen is, spoedig tot definitieve regeling worden omgezet.

3. — Een derde ontwerp betreffende de vergoeding der schade veroorzaakt door de beroepsziekten zal tot onderzoek worden voorgelegd tegelijkertijd aan de Wettelijke Commissie voor arbeidsongevallen en aan de Tijdelijke Medische Commissie, welke samengesteld is uit geneesheeren die allen specialisten zijn in de zaak.

4. — Een vierde ontwerp is bestemd om de genees- en artsénijkundige diensten der maatschappijen van onderlingen bijstand te regelen, uit te breiden en te verbeteren; het werd reeds door den Koning bekrachtigd en zal eerlang in het *Staatsblad* worden bekendgemaakt.

AANMERKING. — Deze dienst bestond, in 1920, uit 7 inspecteurs, wier wedde, in het geheel 64,560 frank bedroegen.

Arbeidsongevallen.

1. — Door de wet van 27 Augustus 1919 werd het maximum van het loon, dat ten grondslag dient aan de vergoeding, gebracht van 2,400 tot op 4,000 frank.

2. — Daar men dient rekening te houden met den uiterst pijnlijken toestand van sommige groepen van slachtoffers van arbeidsongevallen, voor dewelke de vergoeding, die isvoorzien bij de wet van 24 December 1903 en werd vastgesteld op grond van de loonen verdiend vóór of tijdens den oorlog, niet meer in verhouding is met de tegenwoordige levenseischen, stelt het Departement voor, wat betreft de ongevallen overkomen vóór het in werking treden van de wet vermeld in n° 1, aan de slachtoffers of aan hunne rechtverkrijgenden, die in nood verkeren, *bijkomende tegemoetkomingen* toe te staan, *gelijk aan de sommen welke hun thans worden uitgekeerd door de pensioen- en verzekeringsinstellingen*. De rechthebbenden op de tegemoetkomingen zijn :

a) De weduwen en weezen van slachtoffers van doodelijke ongevallen;

b) De slachtoffers van ongevallen die eene ongeschiktheid van 60 tot 100 % ten gevolge hadden; deze twee groepen worden, in beginsel, geacht in nood te verkeerren;

c) De slachtoffers van ongevallen die eene bestendige ongeschiktheid van 30 tot 60 % ten gevolge hadden;

d) De bloedverwanten in de opgaande linie, broeders en zusters van slachtoffers van doodelijke ongevallen;

e) De slachtoffers waarvan de bestendige ongeschiktheid minder is dan 30 %, doch alleen in uitzonderlijke en buitengewoone ernstige gevallen.

De dienst van genoemde tegemoetkomingen zal toevertrouwd worden aan de Voorzorgs- en Bijstandskas ten bate van de slachtoffers van werkongevallen, ingesteld krachtens de wet van 21 Juli 1890. Onmiddellijk na de goedkeuring van de credieten der Begrooting zal de maatregel vruchten afwerpen. De jaarlijksche last, die er voor de Schatkist zal uit voortvloeien, zal niet 4 miljoen overschrijden; toen de hoegrootheid van de verhooging der pensioenen nog niet was bepaald, had men integendeel op het begrotingsontwerp de som van 8 miljoen uitgetrokken.

Werkloosheid.

Vóór den oorlog verleende de Staat :

1. — Aan de werklozenfondsen, aangesloten bij de gemeentelijke of intercommunale werklozenfondsen, evenals aan de bij deze fondsen niet aangesloten kassen, opgericht in den schoot van wettelijk erkende beroepsverenigingen, eene verhooging berekend op den grondslag der vergoedingen, uitgekeerd door die fondsen; deze verhooging bedroeg in 1914 fr. 0.10 op den eersten frank vergoeding.

2. — Aan de bijzonder beproefde fondssen, t. w. aan die, welke meer dan honderd dagen werklozenonderstand betaald hebben voor honderd leden : een bijzondere toelage, die 10 centiemen voor elk daarboven gaand percent bedroeg.

3. — Aan de Gemeentelijke Werklozenfondsen : een kleine toelage, bestemd om een gedeelte der door die inrichtingen gemaakte onkosten te dekken.

Tijdens den oorlog heeft het Nationaal Comité den werklozenonderstand ingesteld. Deze is sedert April 1919 door den Staat overgenomen. Maar aangezien deze zal moeten verdwijnen, is de Regeering voornemens, in ruime mate, de werklozenverzekering, die dien onderstand zal moeten vervangen, aan te moedigen.

Voor de toekomst, is een wetsontwerp van noode, waarbij de verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid verplichtend wordt gemaakt en de deelneming, in het uitbetalen der premiën, van den belanghebbende, den patroon, de gemeente en den Staat geregeld wordt.

Maar bij wijze van overgang is het volgende stelsel aangenomen, dat van kracht zal worden met ingang van 1 Juni aanstaande.

1. — De Staat zal aan de werklozenfondsen, aangesloten bij een Gemeentelijk Werklozenfonds of bij een Nationale Vereeniging of Centrale, aangesloten bij een Fonds, een toelage verleen en gelijk aan 50 t. h. der geïnde bijdragen.

2. — Vanaf 1 Juni tot 31 December 1920 zullen de werklozen, die lid zijn van een bij een Gemeentefonds aangesloten Werklozenkas en die den door de Statuten voorgeschreven proeftijd om de vergoedingen der Kas te ontvangen, niet zouden hebben volbracht, vanwege den Staat een vergoeding van fr. 2.50 daags bekomen voor elke werkloosheid boven acht dagen en zulks gedurende den maximumtijd voorzien bij het reglement der Kas waartoe zij behooren.

OPMERKINGEN :

1° Tot het bekomen van Staatstoelagen moeten de werklozenkassen de door de Regeering of de Gemeentelijke Werklozenfondsen opgelegde toezichtsmaatregelen erkennen ;

2° De keus der werklozenkas is volkomen vrij ;

3° Voor hen, die niet wenschen lid te worden van een syndicaat, zal door de gemeenten, die een Werklozenfonds bezitten, een officieele werklozenkas opgericht worden.

Arbeidsbeurzen.

Vóór den oorlog, kregen de Plaatsingbureelen, ingericht door de gemeenten of door de menschlievende of maatschappelijke werken, vanwege den Staat eene kleine toelage, berekend op grond van de gedurende het vorig jaar bezorgde plaatsingen.

Sedert den oorlog zijn officieele Arbeidsbeurzen opgericht in de voornaamste nijverheidscentra : 2 in de provincie Antwerpen ; 6 in de provincie Brabant ; 5 in West-Vlaanderen ; 6 in Oost-Vlaanderen ; 14 in de provincie Henegouw ; 4 in de provincie Luik ; 1 in de provincie Limburg ; 2 in de provincie Namen ; 40 in 't geheel.

In afwachting van de vaste inrichting dier Beurzen door eene wet, die een gedeelte der uitgaven op rekening van de gemeenten zal brengen, neemt de Staat den heelen last der onkosten op zich.

Maatschappijen van onderlingen bijstand tegen ziekte.

Gedurende de jaren onmiddellijk vóór den oorlog, heeft de onderlinge bijstand geen merkelijke vorderingen gemaakt. Op 31 December 1912 telden meer dan een derde der maatschappijen van onderlingen bijstand minder dan 50 leden ieder ; ongeveer twee derde telden geen

100 leden. Talrijke kleine maatschappijen werden diep beproefd en onthouden. De nieuwe regeling inzake het verleenen van toelagen voor eerste inrichting en van vergoedingen voor schrijfkosten is zeer te waardeeren. Terwijl die tegemoetkomingen, vóór 1914, zonder vasten regel verleend werden, zal voortaan een barema op rechtmatige wijze de verdeling bepalen.

Zoo zullen, b. v., de toelagen in verhouding staan tot de belangrijkheid der maatschappij. De groote maatschappijen, die ongetwijfeld meer beantwoorden aan het doel der onderlinge hulpinrichtingen, zullen bijgevolg niet langer meer opgeofferd worden.

Wijziging zal dienen gebracht in de bepalingen der wet van 23 Juni 1894, inzake de lange en dikwijls ingewikkelde formaliteiten voor de ontbinding der maatschappijen van onderlingen bijstand en de vereffening van hun vermogen, m. a. w., er zal, mits zekere waarborgen, machtiging moeten verleend worden tot eenvoudige samensmelting der maatschappijen.

Het valt aan te stippen dat het getal maatschappijen van onderlingen bijstand in den loop van het jaar 1919 aanzienlijk is gestegen, ten gevolge van de uitbreiding der syndicaten op veelvuldigen grondslag, en van de verleende tegemoetkomingen voor de inrichting van den genees- en artsenijkundigen dienst.

Ten behoeve daarvan voorziet het ontwerp van Begrooting voor 1920 een crediet van 16,200,000 frank, dus eene som die de gezamenlijke Begrotingsuitgaven voor onderlingen bijstand gedurende de vijf en twintigste laatste jaren overschrijdt.

Het meerendeel der maatschappijen hebben het bedrag der voorgeschreven bijdragen merkkelijk verhoogd, ten einde voortaan het dubbele en zelfs het driedubbele der voorheen toegekende vergoeding aan hun leden te kunnen uitbetalen.

Doch hoe langer hoe meer blijkt het noodig dat die vereenigingen een passende boekhouding over hunne werkzaamheden zouden aanleggen, want ze zijn bestemd om een belangrijke rol te vervullen in de quaestie der maatschappelijke verzekeringen, die eerstdaags vanwege de Regeering haar beslag zal krijgen.

Ouderdomspensioenen.

De Regeering heeft, ter vergadering van 26 Maart 1920, een wetsontwerp ingediend tot wijziging van de wetgeving inzake de ouderdomspensioenen. In de Memorie van Toelichting stipt zij aan dat zij een volledige en duurzame oplossing van het vraagstuk der maatschappelijke verzekeringen had willen voorstellen; doch daartoe zijn lange en ingewikkelde studiën noodzakelijk, waarop zich trouwens de bij koninklijk besluit van 23 Juni 1919 ingestelde Commissie heeft toegelegd; het spreekt vanzelf dat er met spoed dient te werk gegaan, wat betreft de ouderdomsverzekering.

Bondig samengevat, zit dat ontwerp ineen als volgt: een jaarlijksch en kosteloos pensioen wordt, op 65jarigen leeftijd, verleend aan alle Belgen, wier middelen niet meer bedragen dan de som overeenkomende met het maximum-bedrag van het pensioen vastgesteld op 720, 660, 600 en 540 frank, naar gelang van de klasse waartoe de gemeente behoort, waar het pensioen wordt uitbetaald, na aftrek van zekere middelen die de betrokkene zou bezitten.

De Regeering is van oordeel, dat tegenover al degenen, — werklieden, ambachtslieden, beambten, kleine landbouwers, kleine handelaars, enz. — die, heel hun leven lang, voor de algemeene welvaart gearbeid hebben, het een heilige plicht is vanwege den Staat, een kosteloos pensioen op 65jarigen ouderdom te verstrekken, des te meer, daar ambtenaren en werklieden van den Staat, onderwijzers, officieren, magistraten, kerkbedienaars een kosteloos pensioen genieten, alhoewel zij nochtans in een toestand verkeerden die gewis niet beneden dien der eerstgenoemden mag heeten. Zij meent insgelijks dat het beginsel der kosteloosheid van het pensioen den werklust en den spaarzaamheidszin niet zal tegengaan, aangezien het ontwerp ruime vergoedingen voorziet, voortkomende uit de spaargelden. Sommige Europeesche landen, als Denemarken en Engeland, hebben reeds, op het gebied van de pensioensverleening door den Staat, goed geslaagde proeven genomien, die hen aangespoord hebben om voort te gaan op dien weg.

Waarschijnlijk zal het aantal pensioentrekkenden niet 200,000 overschrijden, en de totale last van den Staat, die voor de helft instaat, — benevens een achtste vanwege de provinciën en het overige vanwege de gemeenten, — zal ongeveer 60 millioen frank bedragen, welk cijfer voorzien is in het ontwerp van begrooting, hetzij 30 millioen meer dan de uitgave der Begrooting voor 1919.

Het is voor het Departement van Binnenlandsche Zaken en van Arbeid een buitengewoon zware en ongemeen moeilijke taak, onmiddellijk na den oorlog te moeten voorzien in alle vraagstukken betreffende het arbeidersleven in zijn meest verscheidene uitingen: maatschappelijke verzekering, gezondheid, enz. Dat aanzienlijk werk zou moeten volstaan, zou men denken. En nochtans heeft de Regeering, ten aanzien van de steeds toenemende gewichtigheid van het vraagstuk der arbeiderswoningen, zich er op toegelegd, voor de quaestie der goedkope woningen een oplossing te zoeken.

Nationale Maatschappij voor goedkope woningen en woonvertrekken.

Ter vergadering van Vrijdag 26 Maart 1920 heeft de Minister van Arbeid, Nijverheid en Bevoorrading, in antwoord op de interpellatie van den heer Melckmans « over de maatregelen, te treffen om te voorzien in den woningnood », vastgesteld dat de wet van 1889 op de werkmanswoningen de verwachte uitslagen niet heeft opgeleverd. Voornamelijk in de groote centra heeft ze niets opgeleverd. Maar thans is een Nationale Vereeniging opgericht, die zich op de oplossing van het vraagstuk zal toeleegen. Het werk,

dat moet uitgevoerd worden, zal langdurig zijn : niet minder dan 300,000 goedkope woongelegenheden moeten gebouwd worden en het is niet waarschijnlijk dat er meer dan 20,000 per jaar kunnen gemaakt worden.

De wet tot instelling van de Nationale Maatschappij voor werkmanswoningen, aangenomen den 14^{en} October II., is ontoereikend ; zij kan evenwel eenige uitkomsten opleveren. Om te beginnen, stelt de wet ter beschikking van de Nationale Maatschappij een som van honderd millioen. Deze maatschappij zal in opdracht hebben, de bestaande gewestelijke of plaatselijke bouwmaatschappijen aan te nemen en het totstandbrengen van nieuwe te bevorderen. De gemeenten kunnen de, te hunner beschikking staande, gepaste gronden bezorgen ; hetzelfde geldt voor de weldadigheidsinstellingen. De groote moeilijkheid ligt in de wijze waarop zal gebouwd worden : de huur moet niet te hoog zijn voor kleine beurzen. Gesteld dat het geld der Regeering afgestaan wordt tegen 2 of 2.5 t. h., wat voor den jaarlijkschen totalen last 4 of 4.5 t. h. zou uitmaken, dan zou 600 frank huur noodig zijn voor een woning van 15,000 frank, wat op den huidige dag niet overdreven schijnt. De voorkeur diende gegeven aan maatschappijen die woningen per reeksen bouwen.

De gewestelijke maatschappijen zullen ook het recht hebben, zekere huizen aan te koopen, welke tot goedkope woonvertrekken zouden heringericht worden, en ze zullen machtiging verkrijgen om daaraan het geld te besteden, dat ze van de Nationale Maatschappij zouden ontvangen, hetgeen overigens volgens de bestaande wet geoorloofd is.

De Minister van Arbeid en Nijverheid koestert de hoop dat de Kamer, die in 1914 geweigerd heeft de rechten der Nationale Maatschappij uit te breiden, hare meening zal veranderen en die Maatschappij zal machtigen om, in de groote centra, uitgestrekte gronden aan te koopen en zelfs te onteigenen, met het oog op het bouwen van tuinsteden en veelvuldige woongelegenheden. Hij is, daarenboven, van oordeel dat de Nationale Maatschappij met meer recht moet kunnen optreden tegenover de onwillige of al te zuinige gemeenten ; dat ze, desgevallend, moest gemachtigd worden om dezelve te verplichten tot de oprichting der bouwmaatschappijen bij te dragen, alsook om de ongezonde woningen, wanneer ze zulks noodig acht, te sluiten. Wanneer de gemeente haren plicht niet volbrengt, moet de Nationale Maatschappij kunnen zeggen : « Ik breek af en laat herbouwen. » In dien geest zal de wet opgevat zijn, die het Departement aan het uitwerken is ; op dat hoogst gewichtig gebied moeten geen middelen onbeproefd blijven ; er moet gehandeld worden.

Nijverheids- en Vakonderwijs.

Zooals gezegd werd in de inleiding van het jongste algemeen verslag over den toestand van het vakonderwijs, 1902-1910, door den Minister van Nijverheid en Arbeid bij de Wetgevende Kamers ingediend, en zooals

er aan herinnerd werd door den heer Troelet, in zijn verslag over de Algemeene Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1919, neemt de Regeering het initiatief niet tot het oprichten van nijverheids- en beroepsscholen; zij laat aan de provincie- en gemeentebesturen, aan groepeerings en particulieren de vrijheid om die instellingen in het leven te roepen, terwijl zij echter diegenen, wie zij ook wezen, die dergelijk nuttig werk willen oprichten, met geldelijken steun en nuttige raadgevingen bijstaat, zich daarbij natuurlijkerwijs bekommerend om het behoorlijk gebruik van de door haar verleende toelagen en, door middel van toezicht, om den bloei van de instellingen, waarin zij, als geldschietsster, belang stelt.

Sinds het sluiten van den wapenstilstand werden in het stelsel der nijverheids- en vakscholen zekere wijzigingen gebracht.

Voorheen was de toestand de volgende. De Regeeringstoelagen bedroegen een derde van de jaarlijksche gewone uitgaven voor de uitsluitend theoretische leergangen, d. w. z. voor de nijverheidsscholen en- leergangen, voor de scholen en leergangen voor nijverheids- en vaktekenkunde, voor de handelsscholen en- leergangen; zij bedroegen twee vijfden van de jaarlijksche gewone uitgaven voor theoretische leergangen, aangevuld door handwerk, d. w. z. voor de vakscholen en- leergangen, de huishoudscholen en klassen, de werkplaatsen voor vakonderwijs. De Staat kwam niet tussenbeide in de kosten voor het bouwen, huren en onderhouden der lokalen; deze werden ten laste der inrichters gelaten. De helft der kosten van meubilering en inrichting nam hij nochtans op zich.

Wij stellen er prijs op, hier aan te stippen dat voortaan:

1. — De Staat tussenbeide komt voor een derde in de kosten betreffende het bouwen of huren van lokalen. De plannen, bestekken en lastkohieren betreffende eventueele gebouwen moeten voorgelegd worden aan het advies van den Hoogen Raad voor Vakonderwijs. Te dien einde werd in het ontwerp van begrooting een crediet voorzien van:

2,616,000 frank voor 1919,

5,541,000 frank voor 1920.

2. — Ten behoeve van het onderwijzend personeel werd een nieuw barema der jaarwedde vastgesteld. Het ministerieel besluit van 10 Januari 1920, waarbij dit punt geregeld wordt, vermeedert de bijdrage van den Staat in deze bezoldiging: zij werd gebracht op twee vijfden voor het eerste soort scholen en op de helft voor het tweede soort. Wat echter de in gemeenschap wonende leeraars betreft, werden geen wijzigingen gebracht.

3. — Eene commissie werd ingesteld met last een ontwerp van oprichting eener vakschool ter studie te nemen, vakschool waarin het personeel der hotelnijverheid zou worden gevormd, hetwelk, naar wordt gehoopt, het vóór den oorlog in ons land zeer talrijk Duitsch personeel vervangen zou.

Die commissie wordt voorgezeten door den algemeenen opziener van het nijverheids- en vakonderwijs en, als leden, werden drie afgevaardigden van den nationalen hotelhoudersbond, drie afgevaardigden van de centrale van het personeel der hotelnijverheid en een afgevaardigde van de Belgische Touring Club gekozen. Enkele dezer commissieleden zijn onlangs naar Zwitserland en Frankrijk vertrokken, met het doel in deze beide landen de inrichting te bestudeeren der aldaar bestaande scholen, welke ten doel hebben het personeel der hotelnijverheid te vormen.

4. — Eene reeks belangrijke vraagstukken liggen ter studie bij den Hoogen Raad voor Vakonderwijs. Laten wij inzonderheid vermelden :

- a) Aanwerving en vakopleiding van het onderwijzend personeel;
- b) Ontwikkeling van het huishoudkundig onderwijs;
- c) Oprichting van vakmusea en van musea voor nijverheidskunst;
- d) Voorbereiding van een wetsontwerp tot inrichting van het nijverheids- en vakonderwijs;
- e) Verplichting van het vakonderwijs;
- f) Oprichting van een tijdschrift voor vakonderwijs.

Wij zijn van oordeel dat men zich tot hiertoe veel te weinig heeft bekommerd om de eenheid van het nijverheids- en vakonderwijs, om de samenordering der studiën, om dezer samenhang met die van het lager onderwijs, met inbegrip van den vierden graad, en eventueel met die van het middelbaar en zelfs van het universitair onderwijs. Sommige vakscholen, alhoewel uiterst nuttig en beantwoordend aan een wezenlijke behoefte, bereiken een gansch ander doel dan dat, waarvoor de oprichters haar in het leven riepen; tal van vakscholen, die vooral werklieden zouden moeten vormen, leveren aan de nijverheid een groot deel harer meestergasten en teekenaars; beide laatsten zijn er gewis noodig; maar ook de eersten moeten er zijn, en wel in overvloed; daar is dus in eene leemte te voorzien en, ons dunkens, kan dit vraagstuk slechts behoorlijk opgelost worden door een oproep tot alle bevoegde mannen niet alleen op academisch of politiek, maar ook op pedagogisch gebied, evenals tot de werkgevers en werklieden, die zich met de zaak bezighouden.

Wat betreft, anderzijds, het nijverheidsonderwijs, vele oudleerlingen — en goede leerlingen — die, al hebben zij het ingenieursdiploma niet behaald, toch in de nijverheid een vooraanstaande positie bekleeden, — welke zij aan hun werk alleen te danken hebben — zijn de meening toegedaan dat men hogere nijverheidsscholen diende op te richten, welke tusschen de bestaande nijverheidsscholen en de universitaire vakscholen zouden komen te staan. Ook diende men na te gaan of het niet mogelijk ware een zeker verband tot stand te brengen tusschen de lagere nijverheidsscholen, die tegenwoordig in al de steden nabij de groote centra worden opgericht, en de middelbare nijverheidsscholen, die in deze centra sedert

geruimen tijd reeds bestaan, en te beletten dat de leerlingen, welke in die lagere nijverheidsscholen hunne studiën met wetslagen hebben voltooid, verplicht wezen in de middelbare nijverheidsscholen opnieuw met het *a b c* te beginnen.

Daar elke instelling ingericht is volgens de plaatselijke behoeften, kan er voor de nijverheids- en vakscholen geen standaard-programma bestaan; er is dan ook geen. Bij het opmaken er van, moet men rekening houden met veranderlijke factoren, namelijk met den aard der in de streek bestaande nijverheidsbedrijven en met het peil van de ontwikkeling der bevolking die geroepen is om de leergangen te volgen. Wij meenen hier nochtans te moeten bijvoegen dat het volstrekt noodig is dat er, in de beroepsscholen, een leergang in de Fransche of in de Nederlandsche taal, naar behoefte, dient gegeven te worden, waarbij men er zich vooral zal op toelleggen een klaren, nauwkeurigen en bondigen zin te leeren bouwen, alsmede een leergang in de practische gezondheidsleer en een leergang waarin men aan de toekomstige werklieden hunne plichten en rechten zou leeren kennen (werkliedenrecht).

De *nijverheidsscholen* worden vooral gevolgd door jongelingen die de vak-school hebben bezocht en reeds in de nijverheid werkzaam zijn; het onderwijs dezer nijverheidsscholen is, ten andere, vooral bestemd voor, op verstandelijk gebied, uitgelezen elementen die veeleer voor het bestuur zijn aangewezen dan wel voor den handenarbeid; het blijkt dan ook nutteloos aan die instellingen werkplaatsen toe te voegen, des te meer daar de programma's reeds zeer overladen zijn.

Het komt ons niet wenschelijk voor, dat het vakonderwijs afhangt van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, zooals sommige leden der Kamer het in de Afdeelingen hebben voorgesteld. Het domein der nijverheidstechniek verschilt zoodanig van dat der wetenschappen en der kunsten, welke tot die techniek voorbereiden; de afstand, die de werkzaamheden van loutere theorie en zelfs de laboratoriumwerkzaamheden van die der werkplaatsen scheidt, is zoo groot, dat, moest men het vakonderwijs tot de bevoegdheden van het Departement van Wetenschappen en Kunsten doen overgaan, men zou gevaar loopen aan dat vakonderwijs de bronnen te ontnemen, waarin het zijne documenteering putten moet en waaraan het tot nog toe reeds al te vreemd is gebleven. Zonder ons technisch onderwijs te willen afkeuren, meenen wij nochtans ons te mogen afvragen, inzonderheid wat het universitair onderwijs betreft, of het, in sommige opzichten, niet te veel bij algemeenheden blijft, of liever, of de inrichting niet diende in overweging genomen te worden, eenerzijds, van Hoogere Scholen, waar stelselmatig en uitsluitend aan wetenschap zou worden gedaan, waar allerehande doctors zouden worden gevormd, en welke zouden afhangen van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, en, anderzijds, van scholen voor toegepaste wetenschap, waar men de benutting der wetenschap zou nastreven en ingenieurs zouden gevormd worden; deze scholen zouden onder het toezicht van het Ministerie en Nijverheid en Arbeid staan. Men gelieve

inderdaad aan te merken dat onze ingenieurs en, over het algemeen, onze technici, die de leiding onzer werklieden hebben op zich te nemen, niet alleen wetenschappelijke kennis bezitten moeten, maar dat zij ook volkomen op de hoogte dienen te zijn van al de nieuwigheden, welke zich dagelijks, ook in de geringste fabrieken, voordoen, benevens eene grondige ondervinding van de kunst om de werklieden te leiden, om bij hen de liefde voor studie, nadenken, verstandigen arbeid te onderhouden en aan te wakkeren, om treffend tot hun hart te spreken, om, met een woord, zóó te handelen dat onder al wie werkt, hij weze groot of klein, overeenstemming heersche. Daar ligt gansch een terrein open, dat steeds meer zal ontsnappen aan hen, die alleen aan wetenschap doen, en waar talrijke en oordeelkundige nasporingen alleen dan mogelijk zijn, wanneer men is geleid door de wenken van een centraal gezag, dat, in dit geval, het Ministerie van Nijverheid zijn zal.

De Verslaggever,

J. BOLOGNE.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET.

